

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 542

Sept.-Oct.-Nov. 2021

56^e année -1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- La défense des intérêts prolétaires nécessite une lutte réelle
- COP 26: incapacité du capitalisme à empêcher les conséquences désastreuses de son développement
- Le Coup d'Etat au Soudan: impasse mortelle du démocratisme interclassiste
- La guerre en Afghanistan, exemple du désordre mondial
- Italie. Contre le pass sanitaire
- Grève des dockers de Trieste
- Espagne. Grève des métallos dans la baie de Cadix
- Vents de guerre en Europe

Morts en Biélorussie, noyades dans la Manche et en Méditerranée : les bourgeois européens sont responsables du sort tragique des migrants !

La noyade le 24/11 dans la Manche de 27 migrants, hommes, femmes et enfants, qui voulaient rejoindre la Grande Bretagne a ému l'opinion et fait la «une» des medias. Les autorités gouvernementales ont aussitôt accusé des «réseaux criminels» de «passeurs» d'être responsables de ce drame : Darmanin a appelé à des «mesures très dures» tandis que Macron parlait du renforcement immédiat de Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières chargée de bloquer l'arrivée de migrants ; cette agence a été à plusieurs reprises accusée de «violation des droits de l'homme» ainsi que de diverses malversations, au point que le parlement européen a refusé de voter son budget en avril dernier.

Mais en réalité c'est la politique européenne et française *très dure* envers les

(Suite en page 5)

Cirque pré-électoral, climat anti-prolétarien et luttes ouvrières

Nous sommes désormais en pleine période pré-électorale, à 6 mois des élections présidentielles, qui se tiendront en avril 2022.

Pour les prolétaires, les élections sont une mystification ou, pour reprendre les mots de Marx («La guerre civile en France», 1871), le système du suffrage universel consiste à «*décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante va "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement.*

Pour la classe dominante, les élections sont un moment important précisément pour cette raison: la mystification selon laquelle elles seraient l'expression de la «souveraineté populaire», permettant à chacun de contribuer à décider des orientations et de la politique suivie par l'Etat est un outil irremplaçable

pour le maintien de l'ordre établi.

Si déposer tranquillement un bout de papier dans une urne peut aboutir un jour ou l'autre, sinon à «changer la vie» comme le disait le slogan du PS il y a une trentaine d'années, du moins à changer un peu les choses en positif, pourquoi prendre la voie difficile et risquée de la lutte ouverte, de l'insurrection, du renversement de l'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat?

Au début les élections étaient «censitaires», autrement dit réservées à ceux disposant d'un revenu suffisamment élevé c'est-à-dire aux bourgeois: il fallait en écarter ceux qui ne possèdent rien, les prolétaires, aux réactions incontrôlables et potentiellement subversives.

(Suite en page 2)

Solidarité avec la lutte des prolétaires en Guadeloupe et à la Martinique !

Au moment où nous bouclons ce journal le mouvement de grève contre l'obligation sanitaire s'étend à la Martinique et à la Polynésie. En Martinique la grève a été déclenchée le lundi 22 à l'appel des syndicats; cependant dès mardi soir, après une rencontre avec le préfet, l'Intersyndicale appelait bien à la poursuite de la grève mais à la levée des barrages «pour éviter que la situation dégénère». Malgré cette reculade, les barrages et les affrontements (y compris avec des tirs d'armes à feu contre les gendarmes) continuaient les jours suivants et un couvre-feu a été décrété.

En Polynésie les syndicats n'ont pas appelé à la formation de barrages ou à des manifestations; outre la suppression du pass sanitaire, la revendication principale est une augmentation de 4% des salaires alors que le gouvernement régional ne propose que 2%, soit moins que l'inflation.

Vendredi 19 novembre le couvre-feu a été décrété en Guadeloupe de 18 heures à 5 heures du matin -alors que le confinement imposé par les autorités, avec couvre-feu venait d'être levé quelques jours auparavant ! Le gouvernement annonçait que 200 gendarmes et

policiers allaient être envoyés en renfort depuis la métropole pour «rétablir l'ordre républicain » Samedi, décision a été prise d'envoyer en outre en urgence une cinquantaine de militaires du

(Suite en page 4)

Cirque pré-électoral, climat anti-proletarien et luttes ouvrières

(Suite de la page 1)

Puis la bourgeoisie a appris à utiliser les mécanismes démocratiques et électoraux pour duper les masses et endormir les prolétaires, en même temps que la réalité de son pouvoir politique se concentrait toujours davantage dans les hautes sphères de l'appareil d'Etat et toujours moins dans les assemblées élues. Témoignage de sa méfiance initiale envers le suffrage universel, elle a cependant dans la plupart des pays institué, côté du parlement élu au suffrage universel, une «chambre haute» (sic!), un «sénat», une «chambre des Lords», etc., qui n'est pas élue au suffrage universel direct et qui est chargée de tempérer les éventuels «excès» du premier. Aujourd'hui où le parlementarisme a atteint un haut degré de perfection par la diminution toujours plus grande de son rôle effectif, cette chambre ne sert plus qu'à enrichir ses élus (rémunération nette de plus de 5000 euros par mois, plus une «indemnité de frais de mandat» de 6000 euros mensuels...).

Mais si le parlementarisme a vu inexorablement se réduire son rôle dans l'élaboration de la politique étatique, le système électoral démocratique continue à jouer un rôle central dans la gestion de la domination politique bourgeoise. D'abord en camouflant la réalité de la dictature de la classe dominante derrière le mythe du suffrage universel où les voix de tous les citoyens, qu'ils soient riches ou pauvres, capitalistes ou chômeurs en fin de droit ont une valeur égale et ont une égale possibilité d'influer sur la formation des décisions politiques. Et aussi en départageant les différentes cliques politiques en concurrence pour occuper des postes et des fractions de pouvoir selon leur capacité à mobiliser les électeurs en leur faveur; pour cela elles s'appuient sur l'activité de leurs partisans, les militants de leurs partis, et sur d'onnées campagnes de propagande. L'Etat finance partiellement ces campagnes et accorde des subventions au prorata des suffrages (au moins 1% des votes) et du nombre de députés (1) – signe de l'utilité reconnue des partis électoraux et de ces campagnes électorales pour l'ordre bourgeois!

Les périodes électorales sont un moment important pour la diffusion non seulement de l'idéologie bourgeoise en général mais aussi des thèmes de propagande du moment qui illustrent voire définissent le «climat politique» régnant. Il n'est pas sans intérêt de s'y

arrêter car ce sont les grandes orientations bourgeoises qui s'y font jour. Ce que l'on constate, c'est le caractère réactionnaire et anti prolétarien du climat actuel;

TOUS LES POLITICIENS AIMENT LA POLICE

En mai dernier une manifestation initiée au départ par un syndicat policier d'extrême droite pour protester contre un prétendu «laxisme» des juges a vu le ralliement, en plus du ministre de l'intérieur lui-même, de toute la «classe politique»: non seulement les représentants des partis de droite et d'extrême droite, mais aussi ceux du PS, du PC et des écologistes (Yannick Jadot) étaient venus soutenir les policiers. Mélenchon et la France Insoumise qui n'ont pas participé à cette manifestation ont rappelé que eux aussi soutenaient la police: ils demandent l'embauche de 10 000 policiers supplémentaires et l'amélioration de leurs «conditions de travail»...

Le thème «sécuritaire» et du soutien à la police est donc l'un des thèmes importants de la propagande bourgeoise actuelle: il s'agit de faire oublier les violences policières qui ont marqué la répression des Gilets Jaunes et d'autres exactions comme le meurtre d'Adama Traoré ou plus récemment celui d'un livreur victime d'une «clé d'étranglement», le tabassage d'un musicien noir, etc., etc. La participation des partis de gauche est essentielle pour la réussite de cette propagande.

LE RÉVÉLATEUR ZEMMOUR

Mais la nouveauté est représentée par le cas Zemmour. Propulsé par les médias, à commencer par ceux du groupe Bolloré, cet animateur de télé d'extrême droite, plusieurs fois condamné pour ces déclarations provocatrices, a été la vedette des derniers mois. Ses positions ultra-réactionnaires contre les immigrés, l'Islam, l'avortement ou sa défense de Pétain, ainsi que son libéralisme économique séduisent une fraction des partisans de Le Pen ou anciennement de Fillon.

Mais la preuve qu'il ne constitue pas un phénomène isolé, mais qu'il est le révélateur d'une tendance de fond dans les cercles bourgeois est que d'autres responsables politiques suivent une orientation qui va dans le même sens, que soit les politiciens de droite (LR) qui rivalisent dans les propositions anti-im-

migrés et xénophobes ou, à gauche, un Montebourg, sans parler des responsables gouvernementaux qui font de la surenchère sur le contrôle de l'immigration. La désignation des travailleurs étrangers et des migrants comme bouc-émissaires est caractéristique des périodes de crise, où il faut pour les bourgeois trouver un dérivatif au mécontentement. D'autre part l'outrance même des propos d'un Zemmour, des politiciens de droite et d'extrême droite peut servir à réactiver un soutien à un politicien bourgeois classique au nom d'un anti-fascisme de pacotille qui débouche toujours sur la défense du système démocratique de domination de la bourgeoisie.

CLIMAT ANTI-PROLÉTARIEN ET LUTTES OUVRIÈRES

Cette pré-campagne électorale se déroule donc clairement sous un signe anti prolétarien; elle est en phase avec le raidissement répressif du gouvernement qui sait pertinemment que les mesures anti-prolétariennes déjà prises (attaque contre le chômage) ou projetées (attaque contre les retraites...) de même que les attaques patronales en cours risquent d'entraîner des réactions de lutte. Il peut compter sur les organisations syndicales collaborationnistes qui n'envisagent de mobilisation que dans le cadre de négociations.

C'est le cas dans la métallurgie où les syndicats ont appelé à une journée de grève et une manifestation à Paris le 25/11 pour peser sur les négociations avec le patronat; celui-ci veut supprimer un certain nombre d'avantages (primes d'ancienneté et autres, augmentation du nombre d'heures supplémentaires, etc.) en même temps qu'il a de plus en plus recours à des travailleurs précaires (CDD) et qu'il ferme des usines: dernièrement la fonderie Sam de Decazeville (350 emplois) à la suite de la Fonderie du Poitou (290 emplois) et de la Fonderie de Bretagne (350 emplois) toutes trois travaillant pour Renault; l'usine PSA de Douvrain (1200 emplois) est également menacée de fermeture, le secteur automobile étant durement impacté par la crise.

Alors qu'une lutte d'ampleur serait nécessaire pour faire face à ces attaques, la CGT, le syndicat soi-disant le plus combatif, se vante de négocier depuis 5 ans avec le patronat et de lui avoir... adressé une «grande pétition» cet été!

Même si pèse encore le renforcement du contrôle social sous prétexte de la pandémie, les luttes ouvrières ne sont pas absentes.

Mais la même attitude collaboration-

niste des syndicats se retrouve dans tous les secteurs; à commencer par la SNCF où les syndicats ont appelé à une grève pour protester contre le gel des salaires depuis 7 ans le 17 novembre, jour des discussions salariales avec la direction. Comme on pouvait s'y attendre ce ne sont que des miettes qui ont été concédées en dépit d'une mobilisation conséquente: là aussi une lutte d'ampleur serait nécessaire, mais elle n'est bien sûr pas envisagée par les syndicats...

Les ouvriers des Fonderies de Bretagne en lutte contre la fermeture de leur

usine ont symboliquement brûlé leurs cartes d'électeurs.

Brûler ses cartes d'électeurs peut marquer la fin des illusions envers le cirque électoral; mais le pas important à accomplir c'est de passer de la rupture avec la cirque électoral à la reconnaissance que pour se défendre il faut rompre avec les pratiques défaitistes du collaborationnisme syndical et prendre la voie de la lutte et de l'organisation indépendante de classe, sans se laisser intimider par le climat anti prolétarien répandu à dessein par la bourgeoisie.

Notes:

(1) Par exemple Lutte Ouvrière, qui n'a aucun député a cependant reçu plus de 260 000 euros de subvention pour l'exercice 2021 d'après le nombre de suffrages obtenus au premier tour des dernières élections législatives (158 000); le parti ayant touché la plus forte subvention d'après le nombre de voix recueillies est le mouvement macronien En Marche, avec plus de 10 millions d'euros (pour 6 millions de suffrages), et près de 11 millions d'après le nombre de députés (272).

(2) NVO, 23/11/2021

La défense des intérêts prolétariens nécessite une lutte réelle, pas d'inoffensives «journées d'action»!

Le gouvernement, en tant que chargé d'affaires de la classe bourgeoise, continue évidemment sa politique anti-ouvrière et anti sociale. Il vient de mettre en acte sa «réforme» de l'assurance-chômage qui a pour but de faire des économies en diminuant les allocations accordées aux chômeurs – avec l'écoeurante justification d'inciter ces derniers à retravailler, comme s'ils étaient responsables du chômage! – et il se prépare à remettre à tout moment sur le tapis sa «réforme» des retraites.

Son autoritarisme sans cesse croissant se manifeste dans l'imposition du «pass sanitaire» et les menaces de licenciement qu'il implique. Les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'Etat portent une responsabilité écrasante dans les conséquences meurtrières de la pandémie actuelle: de droite comme de gauche ils se sont employés à réduire les capacités hospitalières dans le cadre des réductions des dépenses sociales afin de maintenir le taux de profit moyen de l'économie capitaliste. En France comme dans tous les pays capitalistes les plus riches des plans avaient été élaborés pour faire face à une pandémie que les scientifiques jugeaient probable; ils auraient permis de limiter au moins le bilan de la Covid-19, mais ces plans avaient un coût et ils n'ont nulle part été mis en oeuvre. Pour les capitalistes, en France comme partout, il faut tailler dans les dépenses «improductives» et non les accroître: la règle d'or dans la société bourgeoise est que les profits passent toujours avant la santé et les besoins vitaux des travailleurs!

Après avoir fait voter des lois durcissant encore les mesures contre les migrants et les réfugiés et aggravant la pression contre les populations arabes et de confession musulmane, il attise

encore récemment la xénophobie ambiante en affirmant redouter une vague de réfugiés afghans – tout en versant des larmes de crocodile sur le sort des femmes afghanes! Ces mesures ont une fonction directement **anti-prolétarienne**: la division entre travailleurs français et immigrés qu'elles alimentent, sert à affaiblir la classe ouvrière face aux patrons et à l'Etat bourgeois.

Ayant été confronté à d'importants mouvements de lutte et en redoutant de nouveaux alors que les attaques anti-prolétariennes ne cessent pas, le gouvernement a utilisé la pandémie pour accroître démesurément le **contrôle social**, imposant des confinements, des couvre-feu et maintenant le pass sanitaire qui fait retomber la responsabilité de la diffusion de l'épidémie sur les non-vaccinés. Mais les vrais responsables, ce sont les dirigeants bourgeois, c'est eux qui devraient être licenciés sans solde, et tout leur système économique-social avec eux!

NÉCESSITÉ IMPÉRIEUSE D'UNE VÉRITABLE LUTTE DE CLASSE!

A cette politique gouvernementale il faut ajouter la détérioration générale des conditions de vie et de travail des prolétaires et des masses provoquée par la crise économique et la réponse à la pandémie, et pas seulement pour les travailleurs le plus précaires qui ont été touchés de plein fouet. Les salaires stagnent (gel du point d'indice dans la Fonction Publique, revalorisation misérable du SMIC...), alors que l'inflation redémarre avec notamment les fortes hausses des prix de l'énergie. Les licenciements dus aux faillites menacés de plus en plus, le gouvernement ayant décidé d'arrêter les aides généreusement distribuées aux entreprises, etc.

Les travailleurs doivent donc se défendre; mais pour se défendre contre les capitalistes et leur Etat ils ne peuvent compter sur les organisations qui composent l'intersyndicale: elles ont montré une nouvelle fois leur attachement à la collaboration entre les classes lors des dernières luttes, et les ont fait avorter. Dans une déclaration début septembre, après la mascarade de la «concertation» avec Castex, la CGT écrivait ainsi que la journée du 5/10 serait «un point d'appui pour préparer les prochaines négociations (...) et faire basculer le rapport de forces en faveur d'un autre partage des richesses créées». Difficile d'avouer plus clairement que cette journée d'action a été conçue pour être tout sauf le début d'une lutte réelle! Les prolétaires ne peuvent pourtant résister aux attaques bourgeoises, et à plus forte raison changer le rapport des forces, que par une **lutte ouverte**. Les appareils syndicaux, qui ne conçoivent la mobilisation des travailleurs que dans la perspective de

(Suite en page 4)

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al "el programa comunista"
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «Proletarian» : Supplément en anglais à «le prolétaire»

Solidarité avec la lutte des prolétaires en Guadeloupe et à la Martinique !

(Suite de la page 1)

GIGN et du RAID (corps spécialisés dans les interventions violentes).

L'île connaît depuis le début de la semaine une forte mobilisation contre les mesures répressives liées à l'obligation vaccinale, qui se sont déjà traduites par des menaces de centaines de suspension du travail ; l'appel à la grève générale à partir du lundi 15 – date où les suspensions devenaient effectives – a été suivi dans plusieurs secteurs, à commencer par le personnel hospitalier (des piquets de grève ont été mis en place sur plusieurs hôpitaux), les pompiers, mais aussi les salariés des station-service ; les syndicats enseignants ont déposé un préavis de grève à partir du 16. Des barrages de route ont été mis en place, parfois dès le samedi 13 à l'issue des manifestations, occasionnant des affrontements avec les forces de police qui s'emploient à les déloger ; sur l'un de ces barrages des pompiers grévistes les ont repoussées à l'aide de leurs lances à incendie !

En marge de ces manifestations il y a eu des pillages de magasins, supermarchés, agences bancaires, des casernes de gendarmerie auraient été attaquées « obligeant les militaires à riposter » selon le quotidien *France Antilles* (19/11) qui dénonce un « chaos » provoqué par « des bandes de jeunes armés », tandis que le préfet accuse des « groupes de casseurs dont l'objectif est de voler et de s'en prendre aux forces de l'ordre ».

En dépit du couvre-feu des affrontements on en a encore eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche et les forces de police auraient été la cible de tirs d'armes à feu. Des dizaines de personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement.

Au-delà de l'opposition aux menaces de suspension du travail pour les travailleurs non vaccinés, au-delà de la méfiance justifiée envers les autorités qui ont laissé utiliser pendant des années par les propriétaires des bananeraies un pesticide meurtrier pour la population, la chlordécone (1), l'intensité du mouvement s'explique par la situation sociale dégradée et la misère dont souffrent la population et les prolétaires de Guadeloupe – ce que montre aussi le fait que les revendications salariales deviennent de plus en plus présentes dans le mouvement.

Une étude de l'INSEE parue à la fin de l'année dernière (2) indiquait que le taux de pauvreté était deux fois et demi

plus élevé en Guadeloupe qu'en France métropolitaine (34% contre 14%), notamment parce que le coût de la vie y est plus élevé. Mais le chômage est aussi plus important : son taux atteignait les 21% (contre 8% en métropole).

Au total 41% de la population était « en état de privation » (contre 13%) et 22% en « état de privation sévère » (contre 7%).

Ces statistiques datent d'avant la pandémie ; avec le confinement, celle-ci a sensiblement aggravé la situation, en particulier pour les travailleurs précaires et en sous-emploi (12% de la main d'œuvre en 2019).

Si l'on ajoute la déficience des services de base à la population comme l'adduction d'eau ou les services de santé publique, il n'est pas difficile de comprendre l'aggravation des tensions sociales qui se manifeste à l'heure actuelle.

Les organisations syndicales et politiques à la tête du mouvement, rassemblées dans le collectif LKP (*Liyanaj Kont Pwofitasyon*, « Collectif contre l'exploitation »), ont énoncé lors de leur conférence de presse du 12/11 un catalogue de revendications catégorielles en 32 points, allant bien au-delà du seul problème de l'obligation vaccinale, comme l'arrêt des licenciements et de la répression, la suppression de la réforme des indemnités de chômage ou l'augmentation de salaires. Dans un communiqué du 19/11 elles gémissent de la « détérioration du climat social » en imputant son « pourrissement » au refus de la négociation par l'Etat. Leur catalogue de revendications donnait en fait la pla-

ce centrale, pour les obtenir, à l'ouverture de « négociations collectives dans toutes les branches ».

Mais les faits montrent que ce ne sont pas les négociations entre partenaires sociaux mais seulement l'action directe des prolétaires contre les capitalistes et l'Etat bourgeois, leur **action de classe** – qui n'est pas un pourrissement même si elle implique la détérioration du climat social – qui peut arracher des concessions aux patrons et à l'Etat.

C'est cette voie là que doivent suivre les prolétaires, en Guadeloupe comme ailleurs, et c'est sur cette voie que les poussent sans le vouloir les bourgeois eux-mêmes par leur intransigeance !

Solidarité de classe avec la lutte des prolétaires de Guadeloupe contre la répression, contre l'exploitation et toutes les attaques bourgeoises !

21/11/2021

(1) Cet insecticide a été interdit aux Etats-Unis depuis 1976 en raison de son caractère cancérigène. A la suite de pressions du lobby des grands producteurs de banane, le gouvernement de gauche en France accorda plusieurs dérogations pour permettre son utilisation aux Antilles. Il sera finalement interdit en 1990, mais un délai supplémentaire de 2 ans sera accordé pour écouler les stocks !

Des analyses ont montré qu'aujourd'hui plus de 90% de la population antillaise a été contaminée, entraînant, entre autres, une forte hausse des cancers de la prostate ; il faudra plusieurs siècles pour que ce poison disparaisse de l'environnement.

(2) cf *Insee Analyses Guadeloupe* n°46, 16/12/2020

La défense des intérêts prolétariens ...

(Suite de la page 3)

négociations entre « partenaires sociaux », sont opposés à toute lutte réelle car ils sont indissolublement attachés à la **collaboration de classe** avec les capitalistes ; mais ces derniers ne sont pas les partenaires des prolétaires, ils sont leurs **ennemis** de classe menant en permanence une guerre sociale contre eux. Les prolétaires ont démontré leur capacité de lutte ; ils ont possibilité de répliquer victorieusement aux attaques bourgeoises par un **véritable lutte de classe**, unissant les travailleurs de toute corporation,

La condition étant de rompre avec les orientations paralysantes et le véri-

table sabotage des syndicats et organisations collaborationnistes, pour revenir aux orientations de classe : salaires contre profits, prolétariat contre bourgeoisie !

Rupture avec les orientations et les pratiques de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins !

Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés ou chômeurs, français ou immigrés, avec ou sans papiers, contre les attaques capitalistes ! Non à toutes les mesures répressives et de contrôle social !

Lutte de classe ouverte contre les capitalistes et leur Etat, en adoptant les méthodes et moyens classistes de lutte et d'organisation !

4/10/2021

Morts en Biélorussie, noyades dans la Manche et en Méditerranée : les bourgeois européens sont responsables du sort tragique des migrants !

(Suite de la page 1)

migrants qui est la cause de ce drame comme de ceux qui l'ont précédé, obligeant les réfugiés à prendre tous les risques pour franchir les frontières et arriver au pays de leur destination. Il y aurait eu ainsi 336 morts dans la Manche depuis 1999. C'est en Méditerranée que le nombre de morts est le plus important, même si on en parle moins : l'agence onusienne OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), estime au minimum à 1146 morts pour le seul premier semestre de 2021 (un certain nombre d'embarcations ayant sans doute coulé sans laisser de traces).

Ces migrants sont chassés par la misère et des guerres dont la responsabilité incombe au moins en partie aux impérialismes européens : ils ont tous participé aux destructions causées par les conflits dans les pays d'origine et à l'exploitation qui y règne. Ces migrants fuient des conditions de vie devenues donc insupportables en espérant trouver en Europe des conditions meilleures.

En Biélorussie ce sont ainsi quelques milliers de personnes, hommes femmes et enfants qui se sont trouvées bloquées dans le froid par les gardes-frontières polonais ; le gouvernement de Varsovie qui avait envoyé plus de 8000 soldats arrêter les migrants; il a en outre empêché les organisations humanitaires de les secourir et les journalistes d'aller voir ce qui se passait à la frontière. Il y aurait eu une **douzaine de morts** selon les médias polonais. Pendant ce temps les politiciens et les médias européens n'ont cessé de dénoncer le régime biélorusse en l'accusant de vouloir déstabiliser l'Europe ; le gouvernement social-démocrate danois a même offert 15 km de barbelés dotés de lames coupantes à la Pologne. Comme si une Communauté des pays parmi les plus riches de la planète et comptant près de 450 millions d'habitants pouvait être déstabilisée par l'entrée sur son territoire de quelques milliers de migrants ! Rappelons que pour des raisons politiques la France avait accueilli plus de 120 000 réfugiés vietnamiens («boat people») en 1979 et pour des raisons économiques l'Allemagne plus d'un million de réfugiés, surtout syriens, en 2015.

L'hypocrisie des dirigeants et des politiciens bourgeois européens est encore plus écœurante quand on sait qu'une bonne partie de ces migrants

coincés entre la Biélorussie et la Pologne sont des Kurdes irakiens. Quand ils sont réprimés dans leur pays, leur sort suscite l'indignation générale en Europe ; mais quand ils essaient de gagner l'Europe, ils sont traités comme des chiens, tout juste bon à crever dans la forêt...

Toutes les politiques anti-migrants qui existent en Europe ont fondamentalement pour but de désigner aux prolétaires nationaux les étrangers, ou ceux d'origine étrangère, comme leurs ennemis contre qui l'Etat bourgeois est le seul capable de les défendre. Le **nationalisme** est absolument anti prolétarien parce qu'il affaiblit les travailleurs en les opposant selon leur nationalité, et par-

ce qu'il les fait adhérer aux intérêts nationaux bourgeois.

Aux politiques anti migrants, à la fermeture des frontières et à la xénophobie, les prolétaires doivent riposter par leur opposition à toutes les discriminations et toutes les mesures contre les immigrés, et par l'unité de tous les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme et les Etats bourgeois assassins.

Non à l'Europe forteresse capitaliste, non aux politiques anti-immigrés !

Régularisation des travailleurs sans-papiers !

Ouverture des frontières, liberté de circulation des prolétaires !

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

La COP 26 démontre une fois de plus l'incapacité du capitalisme à empêcher les conséquences désastreuses de son développement

La « COP 26 » qui vient de s'achever à Glasgow a rassemblé des représentants de pas moins de 195 Etats et près de 40 000 participants dont beaucoup de délégués d'entreprises venus faire du lobbying en faveur de leurs intérêts propres.

Ces conférences internationales sont organisées tous les ans par l'ONU dans le cadre d'une « convention » sur le changement climatique adoptée en 1992 et signée à ce jour par 197 pays. La convention reposait sur 3 principes : le principe de précaution, celui de la responsabilité collective (« *mais différenciée* »), et celui du « *droit au développement* ». Elaborée par des experts bourgeois et signée par des Etats tout aussi bourgeois, cette convention ne pouvait évidemment pas mettre en cause le rôle du mode de production capitaliste. Elle voulait au contraire protéger celui-ci des conséquences néfastes et des perturbations causées par le réchauffement climatique – bien autre chose que le slogan bourgeois « sauver la planète » qui ne vise qu'à camoufler cet objectif réel derrière une revendication commune à tous, au-dessus des classes sociales et de leurs conflits.

Au fil des COP successives les participants ont essayé de sortir des déclarations d'intention générales pour se donner des objectifs concrets. A Paris

en 2015, lors de la COP 21, un accord fut signé prévoyant diverses mesures pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés, les experts du GIEC ayant conclu que c'était cette augmentation de la température qui était au minimum prévisible si rien n'était fait (1).

En dépit du caractère vague et non contraignant de cet accord (2), le gouvernement Trump s'en retira en 2020 avant que Joe Biden n'y réintègre les Etats Unis dès le début de sa présidence. Il ne faut pas s'étonner si ses objectifs n'ont pas été atteints, surtout après l'échec de la COP 25 en 2019. Cette COP dont le slogan était « *il est temps d'agir* » (!) aurait dû avoir lieu au Chili, mais en raison des troubles sociaux dans ce pays elle fut transférée en Espagne : les révoltes sociales ne sont évidemment pas favorables aux discussions entre Etats bourgeois qui les craignent bien plus que le réchauffement climatique !

La COP 26 qui a eu lieu deux ans plus tard à cause de la pandémie, n'a pas connu un échec comme celle de Madrid ; et le premier ministre britannique a déclaré qu'un « *grand pas en avant* » avait été réalisé par l'accord signé le 13 novembre à l'issue des 2 semaines de négociations de la Conférence, tout en reconnaissant qu'il y avait « *énormément* à

(Suite en page 6)

La COP 26 démontre l'incapacité du capitalisme à empêcher les conséquences désastreuses de son développement

(Suite de la page 5)

faire dans les années qui viennent ».

Mais pour les militants écologistes à la Greta Thunberg cet accord n'est que de « bla-bla », avis partagé par Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, qui a dénoncé « les promesses creuses » de cette conférence.

Un exemple suffirait pour le démontrer : l'Inde a fait retirer in extremis de l'accord final une phrase appelant à la « sortie progressive » de l'utilisation du charbon pour la remplacer par sa « réduction progressive ». Les pays capitalistes européens qui ont fait leur révolution industrielle grâce au charbon, ont à peu près tous fermé leurs mines devenues non rentables (3) ; ils n'ont donc aucune difficulté à militer pour la fin du recours au charbon dans les autres pays – alors que l'Inde, la Chine et d'autres y ont encore massivement recours. « Nous sommes devenus la voix des pays en développement », s'est félicité le ministre indien... du climat et de l'environnement, en commentant la démarche de son pays. L'Inde est le pays le plus pollué du monde (40% de la population, surtout urbaine, soumise à des niveaux de pollution atmosphérique « extrêmes », notamment à cause de l'utilisation du charbon), mais le ministre de l'environnement est surtout préoccupé de la santé du capitalisme : les enfants de Dehli (ville la plus polluée de la planète) (4) peuvent bien mourir en respirant l'air empoisonné si les capitalistes indiens s'enrichissent en produisant cette pollution !

Cette attitude n'est pas due fondamentalement au caractère réactionnaire du gouvernement Modi ; la démarche indienne à la COP n'est pas exceptionnelle (mis à part le moment où elle est intervenue, au vu et au su de tous, au lieu de l'ambiance discrète des tables de négociation) : pour tous les Etats ce qui prime c'est l'intérêt du capitalisme national. Une promesse de l'accord de Paris était que les pays riches allaient financer à hauteur de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 la reconversion énergétique des pays les plus pauvres. Inutile de dire que cette promesse n'a pas été tenue, alors que des milliers de milliards de dollars ont été débloqués pour relancer l'économie capitaliste dans le monde...

Les intérêts généraux et à long terme du capitalisme peuvent entrer en contradiction avec les intérêts immédiats de capitalistes particuliers ; alors

l'Etat bourgeois, défenseur de l'intérêt général... du capitalisme peut être amené à l'imposer à certains capitalistes réticents.

Rien de semblable au niveau international, où règnent les rapports de force et où chaque Etat défend son économie : bien que les forces productives du capitalisme se soient développées au point d'avoir des conséquences planétaires et d'appeler objectivement à une action internationale, ne serait-ce que pour les tempérer, l'organisation capitaliste en Etats distincts et rivaux l'empêche. Et c'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit non des intérêts généraux du capitalisme, mais de ceux de la population en général et du prolétariat en particulier.

Les écologistes qui croient que la pression de la « société civile » sur les gouvernements pourrait les contraindre à « agir », ou qui s'imaginent que la « prise de conscience » des citoyens quelle que soit leur appartenance sociale puisse que le changement climatique affecte tous les individus, est la solution, se trompent lourdement. Ils se refusent à voir que c'est le fonctionnement du capitalisme – la recherche du profit indispensable à sa vie – qui est responsable de tous les problèmes, de toutes les catastrophes environnementales ou autres, comme il est responsable de l'exploitation, de l'oppression, de la misère et des guerres qui frappent une bonne partie de l'humanité.

Ce mode de production ne peut être réformé ; si l'on veut mettre fin à ses conséquences désastreuses sur tous les plans, il faudra le détruire et le remplacer par une économie communiste, sans argent ni marché, sans classes sociales ni Etats, sans guerres ni oppressions, où l'humanité vivra en harmonie avec elle-même et avec la nature. La condition pour y arriver, ce n'est pas l'union de tous, capitalistes et prolétaires ; c'est la lutte sans merci des prolétaires et des masses opprimées de tous les pays contre la classe capitaliste pour abattre la domination, son organisation politique et étatique, afin d'ériger sur ses ruines le pouvoir totalitaire des exploités – la dictature du prolétariat – indispensable pour extirper le capitalisme en révolutionnant toute l'organisation sociale.

L'urgence à laquelle font face les prolétaires, ce n'est donc pas l'urgence climatique, mais l'urgence politique et sociale de reprendre la lutte pour la **révolution communiste internationale !**

Notes:

(1) Nous n'entrons pas dans les discussions sur les prévisions du GIEC (Groupe International d'Experts, sur le Climat, comité onusien), contestées par les « climato-sceptiques ».

(2) La délégation américaine menaçait au dernier moment de ne pas signer parce qu'il était écrit que les Etats « devaient » réduire leurs émissions de CO2 au lieu de « devraient ». Il fallut rétablir le conditionnel pour qu'elle signe ; pourtant on était à l'époque de la présidence Obama et non de Trump !

(3) Aux Etats Unis, la production de charbon, en recul continu depuis des décennies, devrait cependant être en forte hausse cette année. Et la délégation américaine s'est opposée, elle aussi mais dans les coulisses, à toute déclaration ferme contre l'utilisation du charbon, bien que Joe Biden ait affirmé au cours de sa campagne électorale son opposition à l'utilisation des énergies fossiles...

(4) Le 13/11 les écoles de cette métropole de vingt millions d'habitants ont été fermées pour une semaine, l'air étant irrespirable.

« Il Comunista »

N° 170 Settembre/Novembre 2021

Nell'interno

- COP 26: incapacità del capitalismo di prevenire le disastrose del suo sviluppo
- Movimenti interclassisti contro l'obbligo vaccinale e il green pass e lotta di classe
- Colpo di Stato in Sudan e vicolo cieco del democratismo interclassista
- Italia-Slovenia: azioni repressive sui migranti nella «rotta balcanica»
- Carbone in Sudafrica e Europa
- Pre-COP26 al Mico di Milano
- Sciopero dei portuali di Trieste e Monfalcone
- Sulla disastrosa sanità pubblica
- Qualche lezione da tirare rispetto ai movimenti interclassisti anti-green pass
- La Comune di Parigi, 1871 (3)
- Francia: inoffensive «giornate d'azione»
- Contro la sospensione del salario per i lavoratori non vaccinati !!!
- Sullo sciopero dei portuali (Clpt) di Trieste e Monfalcone
- Mimmo Lucano
- Alla Texprint e alla Gkn, lotta operaia
- Corrispondenza dalla Spagna: Yolanda Diaz ha parlato
- Errata corregge dell'articolo di fondo «La guerra in Afghanistan»
- Guerra al virus? Guerra ai lavoratori!
- Ciao Pia
- Sciopero generale dei metalmeccanici nella Baia di Cadice

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Le Coup d'Etat au Soudan montre une nouvelle fois l'impasse mortelle du démocratisme interclassiste

Le lundi 25 octobre les militaires soudanais ont assumé l'intégralité du pouvoir, décrétant l'état d'urgence et dissolvant le gouvernement en place, arrêtant le premier ministre et, les jours suivants des responsables politiques du mouvement démocratique.

En dépit d'une féroce répression le gigantesque mouvement de révolte de 2018-2019, avait débouché sur la chute du dictateur el-Béchir, après 30 ans à la tête du pays ; venu au pouvoir après un coup d'Etat en juin 1989, il était renversé en avril 2019 par les militaires qui jugeaient nécessaire de se séparer de ce personnage honni pour mieux préserver l'ordre établi.

Constitués en « Comité Militaire de Transition », les chefs militaires se livrèrent à de sanglants massacres pour casser la révolte ; on estime en particulier à plus d'une centaine de morts la répression par les miliciens du FSR (« Forces de soutien rapides ») et les soldats, début juin 2019, d'un sit-in pacifique devant le quartier général de l'armée dans la capitale Khartoum. Mais malgré la répression les manifestations et grèves continuaient massivement pour un changement de régime et la fin du pouvoir des militaires, lorsque en juillet les dirigeants du mouvement – les « Forces de la liberté et du changement » qui regroupent des partis bourgeois et petits bourgeois, des organisations syndicales et le PC Soudanais –, arrivaient sous un parrainage impérialiste à un accord avec le CMT : formation d'un gouvernement provisoire, le « Conseil de Souveraineté » (CS), avec deux militaires comme président et vice-président et un premier ministre civil ; puis, au bout de 21 mois, devait être formé un gouvernement entièrement civil et des élections devaient avoir lieu (1). Ce sont précisément le président du CS, le général Burhan, chef de l'armée, et le vice-président Hemetti, chef des FSR, qui sont les dirigeants de ce coup d'Etat, réalisé peu de temps avant de céder la place aux civils !

Burhan et Hemetti ne sont pas seulement des anciens piliers du régime dictatorial et des responsables directs de ses crimes (notamment au Darfour) ; ils représentent aussi des intérêts économiques importants, l'armée géant un complexe militaro industriel, tandis que les FSR, milices paramilitaires réputées parfois être plus puissantes que l'armée régulière, exploitent de façon opa-

que des mines d'or et d'autres entreprises (2). Ils sont en outre liés à l'Egypte ou à l'Arabie Saoudite où des contingents des FSR sont allés aider les troupes saoudiennes contre les rebelles yéménites.

Les démocrates avaient présenté le gouvernement provisoire comme une grande victoire de la « révolution » soudanaise, mais son action a démontré qu'elle était la réalité de cet accord avec les militaires. Le gouvernement a bénéficié de la fin des sanctions américaines, mais en contrepartie de prêts du FMI et de l'allègement de la dette du Soudan, il a accepté de supprimer la plupart des subventions aux produits de première nécessité ; le résultat est que, selon les statistiques officielles elles-mêmes, l'inflation, galopante depuis l'instauration du gouvernement de transition, atteignait les 400% en rythme annuel dès le mois de juin ! Pressé de satisfaire les desiderata des milieux financiers internationaux, le gouvernement l'était beaucoup moins pour ce qui est des revendications des masses ; il a bien sûr fait la sourde oreille aux demandes de faire passer en jugement les responsables des massacres de 2019 – ce sont le président et le vice-président du CS ! Les conditions des prolétaires ont continué à se détériorer et de nombreux licenciements de travailleurs ayant revendiqué ont eu lieu. Une nouvelle loi sur les syndicats était bien en préparation, mais cette loi prévoyait de limiter l'action revendicative ; cette loi répressive était pourtant approuvée par le PC Soudanais et l'« Association des Professionnels Soudanais » (SPA, rassemblement de syndicats où le PC est influent) (3) ! Le PC est avant tout intéressé à l'union avec les partis démocrates bourgeois, et comme ses collègues du monde entier, il sacrifie les intérêts prolétariens à la perspective de défense de l'Etat et de l'économie du pays.

Le désenchantement vis-à-vis du gouvernement de transition allait donc croissant ; et les chefs militaires, évoquant un risque de troubles sociaux, ont considéré que ce gouvernement ayant épuisé son utilité (faire passer sans réactions notables les mesures anti sociales et anti prolétariennes) et risquant de s'attaquer à leurs intérêts particuliers, il fallait passer à l'action. Ils ont même probablement attiré les troubles en laissant des forces régionalistes proches de l'ancien dictateur, bloquer Port Soudan (en protestation

contre les avantages accordés à d'autres régions), le poumon du pays, ce qui a entraîné de graves pénuries dans la capitale. Ils ont mobilisé des éléments religieux pour des manifestations contre le gouvernement.

Dans ce climat de tension croissante une tentative de coup d'Etat était déjouée le 21 septembre, après des affrontements entre militaires à Ondourman, la ville jumelle de Khartoum. Tandis que le général Burhan, affirmait le 22/9, tout en assurant que l'armée ne tenterait jamais un coup d'Etat, qu'elle était la « *gardienne de la sécurité et de l'unité du Soudan* », Hemetti déclarait devant ses miliciens que « *les responsables politiques sont la principale cause des coups d'Etat parce qu'ils négligent le citoyen ordinaire [...] et parce qu'ils cherchent davantage à se battre pour rester au pouvoir* ». Ces déclarations menaçantes n'empêchaient pas al-Faki Suleiman, un de ces responsables politiques, porte-parole du Conseil de Souveraineté (et « icône révolutionnaire » paraît-il), de fanfaronner alors devant les manifestants rassemblés pour soutenir le gouvernement : « *la révolution est victorieuse !* » (4). Un mois plus tard il était arrêté par les putschistes en même temps que d'autres responsables gouvernementaux ... La tentative de coup d'Etat avait en fait servi de répétition générale, et la faiblesse des réactions correspondait à un feu vert pour les militaires.

Cependant le coup d'Etat a provoqué une forte réaction parmi les masses ; des grèves appelées non seulement par les syndicats mais aussi par le parti bourgeois Oumma ont éclaté et se sont généralisées, entraînant y compris des fonctionnaires des ministères. Des dizaines et des dizaines de milliers de personnes manifestèrent le 30/10 à Khartoum, Ondourman, Port Soudan et dans de nombreuses autres villes contre le coup d'Etat. Les militaires ont répondu en faisant usage de leurs armes contre les manifestants à Khartoum et il y aurait eu au total 20 à 30 morts. Par la suite les Forces du Changement ont appelé à 2 jours de « désobéissance civile » début novembre pour le rétablissement d'un gouvernement civil, appel qui n'a eu qu'un succès limité : manifestement les masses ont jugé que cette initiative ne correspondait pas à ce qui était nécessaire.

Alors que les partis démocrates

(Suite en page 8)

Le Coup d'Etat au Soudan montre une nouvelle fois l'impasse mortelle du démocratism interclassiste

(Suite de la page 7)

mettent leurs espoirs sur les pressions diplomatiques des impérialismes sur les militaires (5), il semble que ce soient des « comités de résistance » de base, indépendants de ces partis, qui soient le moteur de la lutte. La coordination des comités du « Grand Khartoum » (Khartoum, Ondourman, Bahri) a arrêté une plate-forme de revendications qui a été reprise par le SPA, le PC et d'autres : elle est centrée sur le refus de tout compromis avec les militaires, l'établissement d'un régime civil, la formation d'une nouvelle armée nationale et la « souveraineté complète de l'Etat soudanais » – c'est-à-dire d'un Etat particulièrement oppresseur et répressif (6). On voit que ces revendications restent intégralement sur le terrain bourgeois, alors même que les politiciens civils bourgeois ont démontré qu'ils étaient des adversaires des prolétaires et des masses pauvres !

Si le Soudan reste un pays majoritairement agricole, il existe une classe ouvrière qui a derrière elle une histoire non négligeable de luttes. Malheureusement sa combativité a été mise au service d'intérêts qui ne sont pas les siens, comme ce fut encore le cas lors des luttes de 2019. Les organisations syndicales collaborationnistes, le PC et même ces comités de résistance l'appellent une nouvelle fois à une union

interclassiste pour établir un régime bourgeois démocratique.

Pour que la lutte des prolétaires et des masses pauvres contre la répression et la dictature militaire, non seulement n'aboutisse pas à un nouveau compromis pourri avec les militaires (7), mais puisse être le départ d'une véritable lutte d'émancipation contre l'exploitation et la misère, elle devra être menée sur des bases **de classe** et sur une orientation **anti capitaliste**, en rupture totale avec l'interclassisme ; cela signifie qu'elle devra passer par la constitution de l'organisation prolétarienne de classe, que ce soit pour la lutte économique ou pour la lutte politique, en collaboration avec les prolétaires des autres pays.

Même si elle ne peut être immédiate, c'est la seule perspective non illusoire pour les prolétaires dans les luttes qui les attendent : alors la « révolution » ne sera plus un mot creux ne servant qu'à les endormir ou à mettre leur énergie et leur combativité au service des bourgeois, civils ou militaires mais un mot d'ordre de combat rassemblant tous les exploités.

Vive la lutte des prolétaires et des masses pauvres soudanaises contre la répression et l'oppression !

Pour la révolution prolétarienne au Soudan et dans tous les pays !

Pour la reconstitution du par-

ti de classe internationaliste et international !

8/11/2021

(1) Voir : «Au Soudan, l'interclassisme et le démocratism mènent la révolte à la défaite» *Le Prolétaire* n° 533 (juin-juillet-août 2019)

(2) *Africa confidential*, vol.62, n°15, 22/7/21

(3) cf «Sudan's workers on the march for their rights» *Mena Solidarity Network*, 30/1/21

(4) *Middle East Eye*, 19/10/21

(5) Le coup a été condamné par les impérialismes occidentaux, surtout par les Etats Unis qui ont menacé de suspendre leur aide, mais aussi (du bout des lèvres) par l'Arabie Saoudite, tandis que l'Egypte restait silencieuse et qu'Israël le soutenait implicitement. La Russie et la Chine (qui avait été le dernier soutien du dictateur) ont refusé de le condamner. Des « médiateurs » de l'ONU et de l'OUA tentent de rétablir le « dialogue » entre militaires et civils.

(6) cf «Powering the uprising: Sudan's Resistance Committees» *Mena Solidarity Network*, 5/11/21

(7) Un tel compromis pourri a vu finalement le jour le 21 novembre: le premier ministre déchu, Abdallah Hamdok, sans doute sous la pression impérialiste, a accepté de reprendre son poste, servant ainsi de caution aux militaires. Des milliers de personnes ont manifesté contre cet accord à Khartoum et d'autres villes; les forces de l'ordre auraient tiré à balles réelles sur les manifestants—
Ndlr, 24/11/21

La guerre en Afghanistan, exemple du désordre mondial engendré par le développement chaotique et contradictoire du capitalisme dans sa phase impérialiste

Vingt ans se sont écoulés depuis le 11 septembre 2001, date de l'attaque des tours jumelles de New York par Al Quaida. Moins d'un mois plus tard, le 7 octobre, les négociations entre Washington et le gouvernement taliban de Kaboul échouent, dans le but de livrer Ben Laden, le chef d'Al-Qaïda, qui se cachait en Afghanistan dans la région du nord-est, à la frontière avec le Pakistan, et les bombardements américains et britanniques commencent à Kaboul, Qandahar – fief du chef taliban Mullah Omar – et Jalalabad, où sont concentrés les camps d'entraînement des Talibans. C'est le début de la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre un pays dirigé par les Talibans, accusés de protéger le mouvement djihadiste

le plus dangereux du monde, Al-Qaïda, protagoniste de nombreuses attaques terroristes contre des cibles américaines (en Afrique, au Yémen et aux États-Unis mêmes).

En réalité, l'Afghanistan était une cible stratégique pour l'impérialisme américain en Asie, à la fois pour s'interposer entre la Russie et la Chine, en soustrayant également ce pays à l'influence de l'Iran, pour contrôler le commerce de l'opium et mettre la main sur les terres rares dont l'Afghanistan était réputé riche. L'impérialisme américain et ses alliés avaient besoin d'un prétexte pour déclencher une guerre qu'ils préparaient depuis un certain temps. Et quel meilleur prétexte que de combattre le « terrorisme djihadiste », en anéan-

tissant Al-Qaïda, en tuant Ben Laden, en renversant le gouvernement taliban dirigé par le mollah Omar, en soutenant les rebelles afghans de l'Alliance du Nord et en imposant un gouvernement acceptable pour Washington, Londres et tout l'Occident ?

Par ailleurs la lutte contre le « terrorisme international » représenté par diverses organisations et « États voyous » (c'est-à-dire des États rebelles à l'influence directe des impérialismes occidentaux, comme l'Iran des ayatollahs, l'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Kadhafi et l'Afghanistan des Talibans) était devenu le leitmotiv de toutes les guerres menées par les impérialismes occidentaux à partir des années 1990 : organisations et États qui, à diffè-

rentes époques, selon des conventions contingentes, ont cependant été soutenus, financés et utilisés par certains impérialismes contre d'autres États, comme on le constate depuis des décennies dans le cas des États-Unis et de la Russie, ou dans le cas d'affrontements entre puissances régionales, par exemple l'Arabie saoudite et l'Iran, ou Israël et bon nombre d'États arabes. Le cheikh ben Laden lui-même avait été soutenu par l'impérialisme américain, par l'intermédiaire de la CIA, dans la guerre des Talibans contre l'envahisseur russe entre 1979 et 1989.

Dans une vidéo diffusée en 2001 sur la chaîne de télévision arabophone du Qatar, Al Jazeera, Oussama ben Laden affirmait que les États-Unis allaient échouer en Afghanistan et qu'ils s'effondreraient ensuite, comme ce fut le cas pour l'Union soviétique. L'exemple était logique, puisque l'URSS n'avait pas réussi à vaincre la guérilla talibane dans sa guerre en Afghanistan de 1979 à 1989 pour soutenir un gouvernement à sa botte, et avait dû finalement se retirer du pays la queue entre les jambes ; cette guerre a été la dernière action internationale majeure de l'URSS avant l'effondrement de son régime en 1991. La disparition de l'Union Soviétique aurait dû, paraît-il, déboucher sur un « nouvel ordre mondial » ; mais cet ordre n'a jamais pu se stabiliser et aujourd'hui encore, nous sommes davantage dans une phase d'**avant-guerre** plutôt que devant une nouvelle **systématisation** de l'ordre mondial.

Comme on le sait, après avoir échappé pendant des années à de multiples tentatives d'assassinat, Oussama ben Laden a été tué le 2 mai 2011 près d'Islamabad, la capitale fédérale du Pakistan, lors d'un assaut des forces spéciales américaines contre le bâtiment où il se cachait avec sa famille et d'autres dirigeants d'Al-Qaïda. Près de dix ans s'étaient écoulés depuis l'attaque des tours jumelles à New York et Washington déclara alors que la phase la plus aiguë de la « guerre contre le terrorisme » était terminée... Chacun a constaté que ces paroles ont été contredites de façon retentissante par les faits. La guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, puis contre la Libye de Kadhafi, puis contre la Syrie d'Assad et la poursuite de la guerre en Afghanistan ont démontré, d'une part, que l'impérialisme ne peut survivre qu'en poursuivant sa politique par d'autres moyens – à savoir des moyens militaires ; et d'autre part, que les contrastes entre les puissances capitalistes – aujourd'hui principalement entre les États-Unis, La Russie et la Chine, ainsi que la Grande-Bretagne, la

France, l'Allemagne, l'Italie, le Canada, l'Espagne, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Égypte et Israël, pour ne citer que ceux qui, au niveau international et local, représentent des réseaux d'intérêts qui se heurtent fortement les uns avec les autres, pour la défense desquels ils agissent militairement – sont destinés à s'accroître, et non à s'affaiblir.

À la mi-août, après une reconquête rapide des provinces de l'ouest et du sud, les Talibans sont entrés dans Kaboul ; l'avancée des Talibans a suivi le retrait des troupes américaines et de l'OTAN qui a commencé en mai de cette année et l'arrivée à Kaboul a été un jeu d'enfant : l'armée et la police afghanes – sur le papier, 138 000 hommes dans le premier cas et 120 000 dans le second – commandées par le gouvernement pro-américain d'Ashraf Ghani, corrompues et, dans une large mesure, pro-Taliban, n'ont opposé pratiquement aucune résistance. Mazar-i-Sharif, la dernière grande ville du nord, s'est rendue la veille de la chute de Kaboul. Selon une évaluation des services de renseignement américains, rapportée par le *Washington Post*, les talibans auraient assiégé Kaboul en un mois et l'auraient conquise en trois. En réalité, cela n'a pris que trois jours (1).

En mai de cette année, il y avait plus de 7000 soldats de la coalition occidentale en Afghanistan qui, selon les déclarations de Biden, devaient partir entre mai et septembre, en organisant un retrait coordonné avec les forces militaires du gouvernement Ghani. Nous avons vu comment ce gouvernement a fondu comme neige au soleil, et la confiance affichée par Washington dans la planification d'un retrait déjà décidé par l'administration Trump (soutenu par le Pentagone et convenu en février 2020 avec les Talibans, l'Inde, la Chine et le Pakistan) s'est heurtée à une réalité totalement sous-estimée par un aveuglement politique que Washington a déjà montré dans toutes les guerres qu'il a menées contre les pays arabes (l'Irak, la Libye et la Syrie sont là pour le prouver). Comme pour dire que la puissance des muscles obscurcit parfois l'intelligence du cerveau ?

Outre le retrait précipité et désorganisé des forces militaires américaines, britanniques, allemandes, italiennes et autres de Kaboul, comme l'ont rapporté tous les journaux télévisés du monde, il y a eu l'attaque terroriste prévisible de Daech contre la foule rassemblée autour de l'aéroport de Kaboul, qui a fait près de 200 morts, dont 13 soldats américains, et des centaines de blessés (bien qu'il semble que la réac-

tion des soldats américains qui ont tiré sur des attaquants présumés ait contribué à tuer les civils). Le retrait militaire a été aggravé par un manque lamentable de préparation de la sécurité de l'aéroport de Kaboul, non seulement pour les militaires, mais aussi pour les milliers d'Afghans qui allaient inévitablement y affluer pour échapper au régime des talibans. Et dire que 20 ans de guerre menée par les impérialistes occidentaux en Afghanistan auraient dû, selon les grandes proclamations des dirigeants de toutes les chancelleries, amener non seulement la fin du terrorisme djihadiste, mais aussi l'instauration de la mythique *démocratie* !

La prédiction de Ben Laden sur la défaite des États-Unis en Afghanistan et leur effondrement ultérieur n'a été que partiellement confirmée par le retrait américain du sol afghan. Le gouvernement de la Maison Blanche peut-il s'effondrer à cause de cette défaite politique en Afghanistan ?

Certainement pas. Certes, la présidence Biden, lors de son premier grand défi international, a reçu un coup très dur et il n'est pas exclu que les effets négatifs se fassent sentir dans un avenir proche au point de la mettre difficile ce dont, bien sûr, Trump s'est empressé de profiter. Mais d'autres présidents ont connu des défaites cuisantes – il suffit de penser au Vietnam, ou à la guerre « par procuration » de huit ans entre l'Irak et l'Iran (entre 1980 et 1988) – et ces « mésaventures » n'ont pas conduit à un affaiblissement de l'impérialisme américain. Les présidents passés, l'extraordinaire force du capitalisme américain reste. Et contre cet impérialisme, seul un géant social comme le prolétariat mondial sera capable d'engager la lutte pour le vaincre, lorsqu'il se réorganiserait sur le terrain de la lutte de classe et sera dirigé par son parti de classe internationale.

Même s'il n'y a plus la force d'être le seul gendarme du capitalisme mondial, l'impérialisme américain ne rendra pas le service d'abdiquer ce rôle à cause d'une série de défaites comme celle, d'ailleurs parfaitement annoncée, de l'Afghanistan. Il continuera à agir pour la défense du capitalisme mondial, avec et contre les autres impérialismes, dans des guerres locales et dans une nouvelle guerre mondiale (parce que c'est ce vers quoi il se dirige inexorablement), alors que la structure économique même du capitalisme produit des crises économiques et politiques de plus en plus profondes auxquelles les classes bourgeoises dominantes dans tous les pays ne pourront jamais trouver de solutions

(Suite en page 10)

La guerre en Afghanistan, exemple du désordre mondial

(Suite de la page 9)

sauf à préparer d'autres crises plus générales et plus violentes – comme le disait le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels en 1848.

Que va-t-il se passer maintenant en Afghanistan ?

Plus de 775 000 soldats américains y ont combattu depuis 2001. Parmi eux, 2 448 ont été tués, ainsi que près de 4 000 «contractants» (mercenaires) américains, et quelque 20 589 ont été blessés au combat. Selon l'Associated Press, en 2021, le nombre de civils morts du fait de l'occupation s'élevait à 47 ; mais les militants des droits civiques donnent un chiffre plus élevé, à savoir 100 000 Afghans, pour la plupart non-combattants, et trois fois plus de blessés (2). Le *Cost of War Project*, quant à lui, a estimé à 241 000 le nombre de personnes décédées à cause de la guerre en Afghanistan, dont plus de 2 400 membres des forces armées américaines et au moins 71 000 civils, ainsi que 78 000 soldats et policiers afghans et 84 000 combattants des groupes d'insurgés (chiffres qui n'incluent pas les décès causés par les maladies, la perte d'accès à la nourriture, à l'eau, aux infrastructures et autres conséquences indirectes de la guerre) (3).

Combien a coûté la guerre ?

Selon le projet «Cost of War» de l'Université Brown (4), en vingt ans, les Etats-Unis ont dépensé un total de 2 261 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter 443 milliards de dollars pour l'augmentation du budget du Pentagone en faveur de la guerre, 296 milliards pour les soins aux vétérans, 59 milliards de fonds mis à disposition par le Département d'Etat et 530 milliards pour couvrir les intérêts des prêts nécessaires au financement des 20 ans de présence en Afghanistan. En bref, pour les États-Unis, ce fut l'une des guerres les plus coûteuses de l'histoire : 3,589 milliards de dollars.

Mais si nous prenons le seul cas de l'Italie, les coûts aussi ont été énormes : 8,7 milliards d'euros, tel est le coût final de la présence militaire italienne en Afghanistan (dont 840 millions de contributions directes aux forces armées afghanes) (5). En 2001, les soldats italiens participant à la guerre de coalition en Afghanistan (ISAF) étaient au nombre de 350, puis leur nombre a progressivement augmenté au fil des ans pour atteindre 4 250 en 2011, avant

d'être réduit à 1 000 en 2021 (6). Pour l'impérialisme italien, c'est aussi le plus long conflit auquel il a participé, et la guerre la plus coûteuse. D'autre part, les ambitions impérialistes de l'Italie ont toujours été élevées, bien que dans une position subordonnée aux États-Unis, et elles ne pouvaient être soutenues que par des dépenses militaires très importantes.

En 2021, en effet, les dépenses militaires italiennes sont de 24,97 milliards d'euros, soit une croissance de 8% par rapport à 2021, et même de 15,7% par rapport à 2019 (7). Quel est l'intérêt de dépenser tant de milliards d'euros et de dollars pour des guerres qui, en fait, ne changent l'ordre mondial que superficiellement et ne répandent certainement pas la démocratie et les droits civils, comme le prétendent les gouvernements occidentaux ? Elle sert à chaque puissance impérialiste à confirmer sa présence dans le cadre international, l'industrie de l'armement et les industries connexes qui sont systématiquement un point fort de la croissance économique de chaque pays, à tester de nouvelles armes, de nouvelles techniques militaires, de nouvelles stratégies et à mettre en pratique les innovations technologiques qui, au fil des ans, se succèdent et à «acquérir de l'expérience», comme l'ont toujours dit les généraux et les politiciens bourgeois. Il sert à chaque puissance impérialiste de se préparer à la prochaine guerre à laquelle, pour des raisons politiques, économiques et militaires, elle participera inévitablement.

Que vont faire à leur retour les soldats qui ont participé à la guerre en Afghanistan ?

Ils seront déployés vers d'autres destinations (sauf ceux qui sont gravement blessés ou malades comme cela s'est produit pendant la guerre du Kosovo en 1999, avec les contaminations par l'uranium appauvri utilisé dans les bombes « démocratiques » de cette guerre). C'est ainsi qu'à la demande de Washington, l'Italie va déployer une partie de ses soldats et de ses moyens militaires en Irak, où elle est déjà présente depuis presque vingt ans dans le cadre de la mission de l'OTAN; à ce jour, elle y maintient 1 100 soldats, 270 véhicules terrestres et 12 avions, déployés entre la base d'Erbil (Kurdistan irakien) et celle de Bagdad ; sa présence sera augmentée de manière conséquente, également parce qu'elle a été désignée pour commander la mission

militaire. Entre-temps, les troupes américaines qui, en août 2020, comptaient 8 000 unités, seront réduites à 2 500 et seront engagées avant tout dans la collecte d'informations dans le pays (8). Mais en attendant, les expériences s'accumulent pour être appliquées aux missions militaires existantes (l'Italie a une importante présence militaire également au Liban et au Kosovo) et pour les prochaines guerres.

Les Talibans, rassemblant les différentes tribus sous une majorité d'ethnie pachtoune et soutenus par le Pakistan et l'Iran, que la très large coalition occidentale dirigée par les Etats-Unis n'a pas réussi à briser, s'emploieront, comme auparavant après le retrait des Russes, à gouverner les provinces de l'est et du sud où ils sont bien implantés, et tenteront de vaincre la résistance des Afghans d'ethnie tadjik/ouzbèk qui forment l'Alliance du Nord sur laquelle, bien sûr, les Américains et leurs alliés continueront de compter. Il est inévitable que, comme dans toute l'histoire de l'Afghanistan, les tribus qui se sont unies contre un ennemi commun commenceront, une fois la guerre terminée, à s'affronter non seulement pour les profits du commerce de l'opium (dont le pays est le premier producteur mondial), mais aussi pour tirer profit des concessions minières qu'ils seront contraints de négocier avec les puissances qui manifestent depuis longtemps leur intérêt, mais que la structure industrielle inexistante de l'économie afghane et l'absence d'infrastructures adéquates ne permettent pas aux Talibans d'exploiter. C'est là que la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie entrent en scène : depuis vingt ans, elles sont restées à la fenêtre et ont observé l'évolution de la guerre américano-européenne en Afghanistan, attendant de profiter d'une défaite qui était déjà prévisible depuis plusieurs années.

Sur le terrain, la guerre laisse derrière elle une crise économique qui aggrave encore les conditions de vie des masses paysannes et prolétaires afghanes, les rendant encore plus soumises aux potentats locaux constitués surtout de bourgeois usuriers, spéculateurs, propriétaires terriens, trafiquants d'opium et de réfugiés, de chefs religieux et de riches privilégiés qui, suivant le moment sont prêts à s'allier avec la puissance impérialiste qui leur convient le mieux, ou à faire la guerre à l'envahisseur étranger ou « national » afin de prendre possession d'un territoire qui n'est jamais devenu une nation au sens bourgeois du terme.

Selon des estimations de 2018, l'Afghanistan comptait plus de 31 millions d'habitants, alors que récemment

d'autres statistiques parlent même de 40 millions. Il est divisé en différents groupes ethniques : entre 40 et 42% de Pachtounes (concentrés principalement dans les provinces du sud, du sud-est et du sud-ouest, mais avec plusieurs enclaves dans le nord et le nord-ouest), environ 27% de Tadjiks (principalement concentrés dans le nord et l'ouest), environ 9% de Hazaras (de confession chiite, concentrés dans les provinces centrales du pays), près de 9% d'Ouzbeks (de confession sunnite, concentrés dans le nord, près de la frontière avec le Turkménistan ; c'est le principal groupe ethnique de l'aire culturelle turque, comme la minorité turkmène) et puis les Baloutches et autres ; les habitants sont de religion musulmane, 85% sunnites et 14% chiites. Et, comme c'est le cas dans tous les pays, surtout peu développés sur le plan capitaliste, les groupes ethniques en tant que tels n'assurent pas une unité « nationale », mais se subdivisent à leur tour en d'autres groupes qui se distinguent tant sur le plan linguistique que culturel ainsi que par des traditions économique-communautaires locales préservées au fil du temps grâce à une géographie faite de hautes montagnes et de vallées qui séparent physiquement les groupes humains établis dans les différentes provinces.

Quoi qu'il en soit, l'Afghanistan a une position stratégique en Asie centrale, et sa conquête, depuis des siècles, a été un objectif des puissances coloniales, telles que la Russie, la Perse, l'Inde et, surtout, l'Angleterre, qui avait déjà pris possession de la Grande Inde au milieu du XIXe siècle (à cette époque, l'Inde comprenait également les territoires des actuels Pakistan, Bangladesh et Birmanie). Les conflits historiques entre la Russie et l'Angleterre au sujet de l'Afghanistan sont bien connus, mais le fait que les Afghans, un peuple guerrier qui a toujours combattu les envahisseurs étrangers, n'ont jamais été domptés par aucune puissance coloniale l'est tout autant. L'invasion russe de 1979 avait pour but de stabiliser le gouvernement afghan pro-soviétique, mais au bout de dix ans, Moscou a dû lâcher le morceau, comme les Britanniques avaient déjà dû le faire après pas moins de trois guerres du milieu du XIXe siècle à 1919 ; et il en va de même aujourd'hui avec les États-Unis et la grande coalition occidentale mise sur pied pour briser les Talibans. Après 1920, l'Afghanistan a connu une succession de phases de stabilité politique, de changements de régime et de coups d'État. En 1973, l'Afghanistan devint une république, mais en 1978, le PDPA (Parti démocratique populaire

d'Afghanistan, lié à Moscou) fomenta un coup d'État sanglant, grâce auquel l'Afghanistan devient un pays ami de l'URSS, tout en conservant une certaine indépendance. En réalité, afin de gagner le soutien de la population paysanne, qui a toujours constitué la majorité écrasante du pays, le PDPA a redistribué des terres à 200 000 familles paysannes, a aboli l'usure et la dîme versée par les ouvriers agricoles aux propriétaires terriens, a baissé les prix des produits primaires, a légalisé les syndicats et a étatisé les services sociaux. Il a également interdit les mariages forcés et le port de la burqa, banni les tribunaux tribaux, lancé une campagne massive d'alphabétisation et de scolarisation, et construit des écoles et des cliniques médicales dans les zones rurales. Tout cela a été salué par les trotskystes de l'époque, qui voyant dans ces réformes la « construction du socialisme » ont justifié l'invasion soviétique de 1979 comme une défense de ce régime non seulement contre les États-Unis, mais aussi contre les forces religieuses islamiques qui, après la disparition des dîmes et de l'usure dont elles étaient bénéficiaires, se sont tournées vers l'opposition armée, appelant au Djihad (guerre sainte) des moudjahidines (combattants de la guerre sainte) « contre le régime impie des communistes athées ».

Le fait qu'il n'y avait pas de construction de socialisme en Afghanistan était évident (de même qu'il n'y avait aucun socialisme en Russie et dans les pays du soi-disant « camp socialiste ») : il s'agissait de réformes qu'un gouvernement bourgeois nationaliste devait mettre en œuvre tôt ou tard s'il voulait « moderniser » le pays et le mettre en mesure d'aller vers un capitalisme plus développé ; cela exigeait l'élimination de toute une série de liens féodaux et tribaux qui faisaient obstacle à une large circulation du capital, et donc à l'accumulation de profits par la surexploitation des paysans et des prolétaires afghans. D'autant plus que, grâce à l'URSS, une modernisation des infrastructures économiques avait commencé, en liaison notamment avec les gisements de minerais rares et de gaz naturel, ce qui a également attiré l'attention des États-Unis, qui ont commencé en 1979 à fournir aux Moudjahidines des armes et une aide économique, en passant par le Pakistan et à favoriser le commerce clandestin de l'opium afghan (malgré la lutte contre la production et la diffusion des drogues). À partir de la présidence Reagan, les États-Unis ont mis l'Afghanistan au centre de leurs objectifs politi-

ques et militaires en Asie, même si ceux-ci étaient poursuivis par les moudjahidines (élevés pour l'occasion au rang de « combattants de la liberté ») qui recevaient également une aide financière et organisationnelle d'Oussama ben Laden, qui avait entre-temps organisé le mouvement Al-Qaida à la fois comme une lutte de résistance anti russe et comme un mouvement fondamentaliste islamique mondial. Au fil du temps, comme cela s'est produit et continue de se produire dans tous les pays où les impérialistes interviennent militairement, les alliances se brisent et se reconstituent d'une autre manière, de sorte que les amis d'hier deviennent les ennemis d'aujourd'hui, et vice versa.

Après la défaite de la Russie l'Afghanistan a connu des changements de régime continuels, jusqu'à l'arrivée du Mouvement islamique des étudiants (Taliban) sous la direction du mollah pachtoune Mohammed Omar, à qui les États-Unis ont confié la tentative de prendre le contrôle du pays afin d'éliminer toute influence russe résiduelle. En 1998, les Talibans, organisés en véritable armée grâce au Pakistan, armés par les États-Unis et financés par l'Arabie Saoudite, et après avoir pris Kaboul en septembre 1996, contrôlaient 90% du pays, à l'exception de la fameuse vallée du Panshir où s'étaient concentrés et se concentrent

(Suite en page 12)

Programme comuniste

Revue théorique du parti
comuniste international

No 106 (Juillet 2021)

- Pandémie, capitalisme et révolution communiste
- Crise économique mondiale : état des lieux un an après
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1)
- La guerre d'Espagne (2). La prétendue « gauche communiste » espagnole et la « révolution démocratique »
- A. Bordiga. Sur le Fil du Temps. Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur
- Petit dictionnaire marxiste

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

La guerre en Afghanistan, exemple du désordre mondial

(Suite de la page 11)

encore les anti-Talibans d'ethnie tadjik, dirigés par Massoud, qui formeront l'Alliance du Nord. Mais les Talibans sont tout autant des fondamentalistes islamiques qu'Al-Qaïda et ils permirent à Ben Laden d'installer la base de son réseau terroriste sur leur territoire. Et c'est cela que les États-Unis voudront liquider après l'attentat contre le World Trade Center organisé et perpétré par Al-Qaïda en septembre 2001. Vingt ans plus tard les États-Unis n'ont pas réussi et les petits Talibans peuvent chanter victoire pour avoir « vaincu » même le géant américain.

Le 31 août était la date convenue entre les Talibans et les États-Unis pour que toutes les forces armées de la coalition occidentale se retirent d'Afghanistan, et c'est ce qui s'est passé : les Talibans ont en effet dicté les conditions de la « fin de la guerre américaine ». Maintenant, ils peuvent se consacrer aux différends internes, et pas seulement contre les Afghans tadjiks de l'ethnie de Massoud car les rivalités et les contrastes dans la gestion du pouvoir politique et économique resurgiront inévitablement.

Les conséquences de la guerre américaine de vingt ans seront, sur le plan politique et militaire, une nouvelle lutte entre les différents clans qui veulent dominer l'Afghanistan, avec une guerre inter-bourgeoise qui aura tendance à ne jamais se terminer, même s'il y aura quelques périodes où une sorte de trêve entre les différentes factions donnera l'espoir aux bien-pensants européens et américains d'une paix durable, soutenu par l'aide « humanitaire » aux réfugiés, les investissements en capital et la menace constante d'une intervention militaire – véritable terrorisme d'État de la part des pays impérialistes – contre les « terroristes fondamentalistes islamiques » (Daech ou autre) présents dans le pays.

La masse des paysans, qui représente la base fondamentale de la population active afghane, contrainte de survivre en partageant son temps entre la culture du pavot à opium, du chanvre et la culture des produits agricoles de subsistance de base, sera encore plus exploitée et soumise aux abus des classes bourgeoises qui continueront d'en tirer pouvoir et richesse; les masses prolétariennes et sous-prolétariennes vivant dans les villes et villages miniers n'auront d'autre avenir que de survivre en marge de l'agriculture et du com-

merce puisqu'une grande partie des installations ont été détruites par la guerre.

Il est clair que la situation dans laquelle se trouvent le prolétariat et la paysannerie pauvre en Afghanistan, encore fortement influencés et organisés par les clans tribaux et les mollahs islamiques, ne permet pas d'espérer, du moins à court terme, une insurrection révolutionnaire, ne serait-ce que de type nationaliste bourgeois. La pression impérialiste exercée dans un pays comme l'Afghanistan, complique énormément la tâche de la bourgeoisie nationaliste afghane elle-même, sans parler des prolétaires qui souffrent, comme la grande majorité des paysans, de la pauvreté et de l'analphabétisme.

Cela n'enlève rien au fait que la perspective générale du communisme révolutionnaire, réaffirmée avec force par Lénine dans ses thèses sur l'autodétermination des peuples – donc sur la priorité de la lutte prolétarienne contre toute oppression nationale – est toujours valable malgré le développement beaucoup plus important de l'impérialisme qu'au moment de la première guerre mondiale et du premier après-guerre. Nous pourrions dire, en reprenant la position de Marx et Engels à l'égard de la Russie tsariste, championne incontestée de la réaction mondiale à l'époque : tout coup porté à la réaction représentée aujourd'hui par le super champion de l'impérialisme mondial, les États-Unis d'Amérique, est le bienvenu. Mais la tâche principale dans la lutte contre l'impérialisme américain incombe au prolétariat américain : le prolétariat doit lutter avant tout contre « sa propre » bourgeoisie, d'autant plus quand elle opprime d'autres nations, d'autres peuples. La même attitude doit s'appliquer aux prolétaires d'Europe, étant donné que les bourgeoisies impérialistes européennes, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, partagent la domination impérialiste dans le monde, même si elles se concurrencent sans relâche sur les plans politique, économique et militaire.

Et que dire des prolétaires russes qui, pendant plus de 60 ans, ont été bernés par un faux socialisme jusqu'à ce que l'effondrement de l'URSS en 1990 les oblige à faire face à une domination bourgeoise et capitaliste qui se révèle dans toute sa crudité ; ou des prolétaires chinois qui sont toujours trompés et opprimés par un parti « communiste » qui n'est rien d'autre que l'agent politique d'un capitalisme particulièrement agres-

sif qui tend à reprendre le rôle de la Russie de Staline après la Seconde Guerre mondiale comme gendarme du capitalisme international.

Le sort du prolétariat afghan, comme celui des prolétaires de tous les pays où les puissances impérialistes ont apporté la guerre, la destruction et la misère, est inextricablement lié à la reprise de la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés. Cela peut sembler utopique, mais la reprise de la lutte des classes ne dépend pas d'un idéal qui voyage d'un esprit à l'autre, ni de la volonté d'un parti politique ou d'un mouvement qui se forme par en bas ; elle sera le résultat d'une série de facteurs de crise économique et politique, bouleversant tous les équilibres, toutes les paix, tous les pouvoirs bourgeois, secouant du plus profond des entrailles l'apparente apathie de masses gigantesques que la modernisation même de l'économie capitaliste et de ses relations internationales mettra en branle, propageant un incendie social qui, quel que soit le lieu où il éclatera, se répandra inexorablement dans le monde entier.

Dans tout ce développement historique, mesurable non en mois mais en années, le parti de classe, aussi embryonnaire soit-il – comme c'est le cas – devra se développer et se lier étroitement au prolétariat le plus conscient et organisé, ce qu'il ne pourra faire qu'à la condition de maintenir fermement le cap programmatique et politique que la Gauche Communiste d'Italie a su rétablir après la terrible défaite de la Révolution d'Octobre et de la révolution mondiale par la contre-révolution bourgeoise qui a pris le nom de Staline.

30.08.2021

(1) Cf. https://www.wired.it/attualità/politica/2021/08/16/talebani-afghanistan-kabul-conquista?refresh_ce=

(2) Cf. <https://www.micromega.net/afghanistan-sconfitta-annunciata-tariq-ali/>

(3) Cf. <https://www.liex.org/2021/06/09/una-guerra-miliardaria-per-non-cambiare-nulla/>

(4) *Ibidem*.

(5) Cf. <https://milex.org/2021/08/13/8-miliardi-700-milioni-costo-definitivo-presenza-militare-afghanistan/>

(6) *Ibidem*.

(7) Cf. <https://milex.org/2021/05/20/facciamo-luce-sullinfluenza-dellindustria-militare/>

(8) Cf. <https://www.affarinter nazionali.it/2021/03/litalia-alla-guida-della-missione-nato-in-iraq/>, 26.3.2021.

Italie

Contre le pass sanitaire obligatoire pour tous les travailleurs !

Depuis quelque temps, des organisations d'extrême droite, dont « Forza Nuova », formation fasciste bien connue, se mobilisent pour essayer de prendre la tête du mouvement hétérogène qui s'oppose aux mesures restrictives par lesquelles le gouvernement a caractérisé, dans une succession plutôt rapide, sa « lutte contre le Covid-19 » ; celle-ci s'étant finalement centrée sur une vaste campagne de vaccination formellement « non obligatoire », mais en fait imposée à tous les niveaux, comme l'a amplement démontré l'introduction du pass sanitaire.

Ces mesures impliquent des sanctions de plus en plus lourdes à l'encontre de ceux qui ne se font pas vacciner, en commençant par les médecins et les infirmières, puis le personnel scolaire et les étudiants, jusqu'à arriver, avec le dernier décret, à la suspension des salaires pour tous les travailleurs qui n'ont pas le pass sanitaire, rendu obligatoire pour aller au travail à partir du 15 octobre et au moins jusqu'au 31 décembre 2021, date d'expiration de l'état d'urgence décrété par le gouvernement. Le versement du salaire sera suspendu pour 2 mois et demi ; il s'agit d'une mesure particulièrement dure contre les travailleurs qui ne se vaccinent pas, non pas parce qu'ils redoutent la piqûre, non pas parce qu'ils sont anti-vaccination par principe, mais parce qu'ils expriment par ce refus une profonde méfiance dans la gestion gouvernementale de la pandémie et des soins de santé, avec un système d'obligation dicté par les intérêts économiques des grandes multinationales chimico-pharmaceutiques, et parce qu'ils voient dans ces mesures un contrôle social plus pesant de la classe dominante.

Selon les statistiques incluant à la fois les salariés et les indépendants, il y a environ 23 millions de travailleurs en Italie. Parmi eux, plus de 5 millions et demi toujours selon les statistiques, n'ont pas été vaccinés. La pression exercée par le gouvernement pour que 80% de la population soit vaccinée d'ici septembre (résultat qui n'a pas été atteint) et 100% (d'après des accords passés en 2014 avec les institutions internationales) d'ici la fin de l'année, compte tenu de la large opposition d'une grande partie de la population, a recours au chantage supplémentaire de la suspension du salaire de ceux qui ne veulent pas se faire vacciner. Le fait d'associer cette

mesure au blocage simultané des licenciements pour ces travailleurs est un leurre pour duper une énième fois les travailleurs : c'est la carotte promise après le bâton !

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 9 octobre, notamment à Rome et à Milan, contre le pass sanitaire.

Mais c'est l'attaque du siège national du syndicat CGIL à Rome par un groupe de militants de « Forza Nuova », soutenu par un millier de manifestants, qui a fait sensation. Il a été immédiatement clair que cet assaut avait été organisé à l'avance, tout comme une initiative similaire visant le Palazzo Chigi, le siège du gouvernement. Alors que les quelques policiers à l'entrée du local de la CGIL ont été facilement débordés et que les bureaux du syndicat ont été sacagés, le Palazzo Chigi était mieux gardé et les manifestants n'ont pas réussi à y pénétrer.

Toutes les forces démocratiques au pouvoir ont évidemment crié « non à la violence d'où qu'elle vienne ». Qui mettait en garde contre le fascisme, qui assimilait la violence fasciste à celle des manifestants « No-Tav » (opposants au TGV Lyon-Turin), et des « anti-vax », qui essayait d'établir un parallèle entre les manifestants de droite à Rome criant « non au pass sanitaire » et les manifestants menés par les syndicats de base scandant « les syndicats au service des patrons ! ». Il ne pouvait pas manquer non plus les accusations contre le gouvernement et le ministre de l'intérieur pour ne pas avoir prévu les émeutes, alors que dans les rues de Rome se trouvaient des militants de Forza Nuova et leurs dirigeants bien connus de la police.

En réponse à la violence des mesures gouvernementales résumées dans le « pass sanitaire », la foule petite-bourgeoise, pleine de colère et sujette à un malaise généralisé, intéressée à impliquer le prolétariat dans ses protestations, a été orientée contre les symboles qui représentent cette violence : le bâtiment du gouvernement et le principal syndicat italien, en profitant de l'imposition du pass sanitaire à tous les travailleurs.

Pourquoi attaquer le siège national de la CGIL ?

En fait ce syndicat, comme les autres syndicats CISL et UIL, s'est immédiatement rangé du côté du gouvernement dans la campagne de vaccination et la

mise en place du pass sanitaire ; il partage les mêmes motivations que l'organisation patronale Confindustria et le gouvernement sur la campagne de vaccination parce qu'il partage complètement leur objectif de reprise économique et de redémarrage de la machine capitaliste à profit. Il n'a donc pas organisé de mouvement de protestation contre la suspension des salaires des non vaccinés, cherchant au contraire un accord avec le gouvernement et demandant la gratuité des tests pour les travailleurs non vaccinés. Les syndicats ont été parfaitement cohérents dans leur travail collaborationniste anti-ouvrier qu'ils accomplissent depuis la Seconde Guerre mondiale, qui les a réduits à être des agents des capitalistes et du pouvoir bourgeois. Les « syndicats de base » ont entièrement raison de les qualifier de serviteurs des patrons ; de son côté, l'extrême droite a beau jeu de désigner les trois syndicats comme responsables de l'imposition du pass sanitaire, mais, en dirigeant sa violence plus particulièrement contre le syndicat le plus important, la CGIL, elle cherche à menacer par avance le prolétariat pour le cas où il voudrait réagir par la lutte et les grèves indépendamment des syndicats collaborationnistes.

L'attaque contre la CGIL n'est pas due au fait qu'il s'agirait d'un syndicat **de classe**, comme l'était la CGL de 1921-22, qui organisait le prolétariat italien sur le terrain de la lutte des classes, ce qui la rendait perméable à l'influence du parti communiste dans la lutte pour la révolution ; elle est due au fait qu'il s'agit d'un syndicat collaborationniste qui s'agenouille trop devant le pouvoir et qui ne défend pas la « liberté de choix » de tous les citoyens, qu'ils soient ouvriers, capitalistes ou petits patrons.

Les forces parlementaires de gauche et du centre ont évidemment poussé des cris contre le « fascisme », contre le « squadrisme », en faisant l'éloge de la démocratie et de la Constitution, se faisant ainsi pour la énième fois les porte-paroles des intérêts de la conservation sociale. Mais même les forces parlementaires de droite, la « Lega » et les « Fratelli d'Italia » en particulier, se sentent obligées d'affirmer être contre « toute violence » qui vient de « quatre imbéciles » et de « quelques criminels » (M. Salvini, *Lega*), ou de « délinquants qui utilisent n'importe quel prétexte pour exercer une violence grave et inacceptable » (G. Meloni, *Fratelli...*), ou encore d'anarchistes insurrectionnels ou de « No-Tav ». Le refrain habituel « contre toute violence » – sauf celle de l'Etat, qui doit au contraire être considérée

(Suite en page 14)

Italie: Contre le pass sanitaire obligatoire pour tous les travailleurs!

(Suite de la page 13)

comme légitime et incontestable – est entonné régulièrement par tous les politiciens blottis sous les grandes ailes de l'Etat dont dépendent leurs privilèges de caste, sauf à remuer le couteau dans la plaie pour obtenir un surplus d'avantages et de moyens de pression à des fins privées.

Les prolétaires ne doivent pas être dupes d'un « antifascisme » qui a l'objectif de lier encore plus fortement les travailleurs aux exigences toujours plus pressantes du profit capitaliste ; ils ne doivent pas se laisser bernier par les hymnes au pacifisme et à la collaboration interclassiste alors que la classe dominante, par l'intermédiaire de l'Etat et de toutes les forces politiques, économiques et sociales qui la défendent, manifeste constamment son mépris pour la vie des prolétaires. La démonstration la plus frappante est celle des accidents et des morts au travail dus à l'absence systématique de mesures de sécurité ; rien que pour les huit premiers mois de 2021, selon l'INAIL, 349 449 accidents ont été signalés. 449 (+8,5% par rapport à la même période en 2020) avec pas moins de 772 cas mortels, soit 3 morts par jour !!!, et à cause non pas du Covid-19, mais de l'exploitation du travail salarié!

Il était évident, dès le début de la pandémie, que l'action du gouvernement – dans tous les pays – a visé, d'une part, à parer d'une manière ou d'une autre à une situation qui s'aggravait de mois en mois et à laquelle il faisait face de manière chaotique et contradictoire ; et, d'autre part, à prendre rapidement des mesures pour sauver l'économie nationale et sa capacité à résister, sinon à vaincre, la concurrence des autres pays. Afin de défendre les intérêts de l'économie nationale que la pandémie avait plongée dans une crise plus profonde, le gouvernement – qui, sans surprise, assimilait la situation à un état de « guerre » – a dû plier le prolétariat aux besoins urgents du capitalisme national. Les capitalistes savaient parfaitement que la crise économique, qui s'était aggravée sur le plan social à cause de la pandémie, pouvait pousser les masses prolétariennes à la révolte, car leurs conditions de vie et de travail, déjà considérablement détériorées au cours de la dernière décennie, allaient devenir encore plus difficiles. Les licenciements, et donc le chômage, sont en augmentation, tout comme la précarité de l'emploi, le travail sous-payé et le travail non dé-

claré. Et malgré l'arrêt de nombreuses activités dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'infection et la fermeture d'un grand nombre d'entreprises, d'autres entreprises ont continué à travailler à plein régime, soumettant leurs travailleurs à des rythmes de travail et des risques toujours plus sévères.

La crise économique – en dépit de la « reprise » tant vantée de ces derniers trimestres – a aussi ruiné une partie non négligeable de la petite bourgeoisie, dans les secteurs classiques où elle exerce ses activités (restauration, sport, tourisme, spectacle, concerts, petite distribution), secteurs qui ont été durement impactés. Et, comme souvent, ce sont ces couches sociales qui, à travers les partis qui expriment leur mécontentement, sont les premières à exprimer leur colère face à la dégradation de leur situation sociale. Une colère qui les unit et les pousse à descendre dans la rue; une colère qui s'étend aussi à certaines couches prolétariennes qui, ne trouvant pas de canaux de classe pour l'exprimer, rejoignent la petite bourgeoisie qui, souvent, est aussi leur « employeur ». Par ailleurs, ce sont les petits bourgeois eux-mêmes qui tentent d'associer le prolétariat à leur protestation parce qu'ils ont besoin de la renforcer et de montrer que c'est « le peuple » qui manifeste et demande au gouvernement et aux puissances économiques de le sauver de la ruine.

Mais les prolétaires, en tant que **salariés**, en tant que travailleurs **sans réserve**, dont la vie est à la merci d'un marché où les malheurs sont tous canalisés vers les classes ouvrières et les profits et privilèges vers les classes riches et aisées, n'ont aucun intérêt commun avec les petits bourgeois, et encore moins avec les grands. Leurs intérêts immédiats, et à plus forte raison leurs intérêts « historiques », en tant que classe productrice de la richesse générale que s'approprie la classe bourgeoise dominante, répondent à un antagonisme social qu'ils n'ont pas inventé, mais qui est engendré par le mode de production capitaliste et qui est utilisé politiquement et socialement par la classe dominante pour les forcer à une soumission perpétuelle aux exigences du profit.

La classe bourgeoise dominante détient le pouvoir économique et politique, représenté par l'Etat, et donc le pouvoir social ; pouvoirs qu'elle utilise pour défendre ses intérêts de classe contre ceux de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'elle mène systématiquement la lutte

contre la classe prolétarienne, comme ces dernières mesures le démontrent pour la énième fois.

Pour que la lutte prolétarienne ait la force de répondre sur le même terrain et avec les mêmes moyens violents que la classe dominante bourgeoise, elle doit pouvoir s'appuyer sur l'organisation de classe indépendante du prolétariat ; celle-ci est encore à reconstruire, mais elle naîtra inévitablement de la résistance que les prolétaires parviendront à opposer à la pression et à la répression croissantes de la bourgeoisie. Une lutte dans laquelle les prolétaires devront surmonter la concurrence entre eux qui est alimentée à dessein par les capitalistes et les forces de collaboration interclassiste, en séparant les objectifs et les moyens de la lutte de classe de ceux des couches sociales petites bourgeoises qui influencent le prolétariat en raison de leur proximité sociale ; couches sociales qui ne se rebellent contre « le système », contre « la politique » du gouvernement que lorsqu'elles risquent de sombrer dans la prolétarisation, perdant leur position sociale et leurs privilèges. Les prolétaires qui se laissent entraîner dans la rébellion petite-bourgeoise y perdent non seulement leur orientation de classe – la seule qui permet de défendre leurs intérêts immédiats – mais aussi la force qu'ils possèdent potentiellement précisément parce qu'ils sont salariés, parce qu'ils sont la source du profit capitaliste et donc producteurs de la richesse de la société.

La démocratie, le réformisme, la collaboration de classe, sont des armes politiques que la bourgeoisie utilise pour atténuer un antagonisme social que le mode de production capitaliste lui-même génère constamment – et que la bourgeoisie réitère dans chaque acte et dans chaque activité dans toutes les situations, surtout les plus graves; un antagonisme qui peut potentiellement mettre en mouvement les masses prolétariennes lorsque leurs conditions d'existence et de travail deviennent insupportables.

C'est de ce mouvement social que la bourgeoisie a peur, du réveil du prolétariat en tant que classe salariée, de son action après avoir constaté que l'adversaire n'est pas l'immigré sans papiers, le chômeur qui par rage met le feu aux poubelles, ou les prolétaires du pays désigné comme « ennemi », mais « sa propre » classe bourgeoise, prête à utiliser tous les moyens, légaux ou illégaux, constitutionnels ou anticonstitutionnels, pour défendre ses intérêts.

L'autoritarisme manifesté par la bourgeoisie sous le prétexte de la « lutte contre la Covid » fait partie intégrante de son pouvoir ; le parlementarisme et la

démocratie dont elle se pare ne sont qu'un manteau recouvrant la réalité de sa **dictature de classe**. La bourgeoisie des pays occidentaux « civilisés » ne montre pas, du moins jusqu'à présent, son véritable visage totalitaire : elle n'a aucun intérêt à le faire tant que le régime démocratique parvient à paralyser les masses prolétariennes. Elle utilise le masque démocratique pour continuer à tromper les prolétaires, pour les détourner du terrain de l'affrontement de classe vers celui qui lui est favorable, le terrain démocratique et parlementaire. Mais une grave crise économique et sociale, anticipée par les crises cycliques de surproduction qui caractérisent toute la période historique de l'impérialisme dans laquelle nous sommes plongés depuis cent ans, s'approche à nouveau à grands pas. C'est pourquoi la bourgeoisie tend à accélérer ses manœuvres pour paralyser toujours davantage le prolétariat, en l'écrasant sous le poids de ses exigences économiques, politiques et sociales, en l'intoxiquant encore davantage avec le poison d'une démocratie qui n'a plus aucun rôle social positif, mais qui continue à avoir un rôle politique en détournant, isolant, fragmentant et démoralisant les masses prolétariennes.

Les réactions au gouvernement Draghi, qui affirme suivre une politique d'« unité nationale » pour embrigader les masses prolétariennes, alors que sa priorité dans la crise est la défense du grand capital, expriment donc, et avec violence, la colère des couches petites bourgeoises qui se sentent abandonnées à leur sort. C'est sur la base de cette colère que les organisations d'extrême droite agissent comme elles l'ont toujours fait et qu'elles continueront à faire. Elles jouent en fait un double rôle : d'une part, elles attisent la colère des petits bourgeois, elles les organisent, dirigent leurs manifestations, en leur donnent l'illusion que l'ennemi du jour est ce qu'on appelle les « élites » – ces couches, idéalisent un patriotisme que les élites nationales ne défendraient pas au niveau international, sont prêts à s'attaquer aux symboles et aux représentations de ceux qu'elles considèrent comme responsables de leur ruine sociale ; d'autre part, ces organisations fournissent le prétexte idéologique et politique aux forces « démocratiques » pour cimenter les masses prolétariennes sur le terrain de la collaboration de classe au nom de l'« antifascisme », de l'« antitotalitarisme ».

Mais les uns comme les autres œuvrent à la consolidation de la conservation sociale, aspirant à une société dans laquelle toutes les classes sociales satisfassent « leurs » aspirations, ils

défendent le capitalisme national face à la concurrence étrangère ; les uns comme les autres utilisent la démocratie pour s'imposer dans l'arène politique comme les champions de l'efficacité économique, de l'habileté politique, de la « cohésion nationale », de la défense des racines historiques et culturelles du pays. Les uns comme les autres sont fidèles à la politique qui a marqué et marque encore la victoire politique du fascisme, malgré sa défaite militaire lors de la Seconde Guerre mondiale : la politique de **collaboration des classes**.

S'attaquer aux symboles de l'autoritarisme du gouvernement Draghi est devenu l'objectif immédiat de nombreux opposants, le pass sanitaire étant sans aucun doute l'un de ces symboles. Mais il y a opposants et opposants. Les opposants petits bourgeois se réjouissent lorsque les immigrés sans papiers sont emprisonnés, expulsés, parqués dans des camps de concentration loin des regards, renvoyés dans les pays d'où ils ont embarqué, peut-être en Libye aux mains de tortionnaires, ou ne sont pas secourus en mer où ils se noient par milliers. L'important est que tout cela se passe loin de leurs yeux et de leurs maisons ; et s'ils s'approchent trop près, les fusils et les pistolets sont à portée de main. Cela n'empêche pas de les exploiter pire que du bétail la campagne ou dans les ateliers, sous le chantage de leur « illégalité », les forçant à vivre dans des bidonvilles et au milieu des ordures. Afin d'être libres de mener leur vie mesquine et d'exploiter à leur guise le travail au noir et le travail sous-payé, ces sangsues n'aiment pas les impositions qui mettent en péril leurs sales affaires. Ils fraudent le fisc par le biais de comptables astucieux, mais le pass sanitaire est difficile à contourner et ils tentent donc de renforcer leur protestation en impliquant les prolétaires. C'est aus-

si contre cette implication que les prolétaires doivent se battre.

LA GRÈVE DES DOCKERS DE TRIESTE

L'exemple des dockers de Trieste est emblématique ; la Coordination des dockers de Trieste a annoncé une grève illimitée à partir du 15 octobre, si l'obligation du pass sanitaire n'était pas levée non seulement pour les dockers du port, mais pour tous les travailleurs. C'est cette approche résolument de classe qui leur a fait déclarer qu'ils n'accepteront même pas les tests gratuits promis par les entreprises uniquement pour eux s'ils vont travailler : « *Nous ne sommes pas à vendre !* », est le cri qui unit tous les dockers de Trieste, ceux qui ont été vaccinés comme ceux qui ne veulent pas l'être.

C'est ce que les prolétaires doivent faire dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, en suivant cet exemple.

Nous verrons ce qui se passera à Trieste le 15 octobre ; les dockers ont déclaré qu'ils ne céderont pas d'un pouce sur le blocus du port. La police va-t-elle intervenir pour en libérer par la force les accès ? Il semble que de nombreux chauffeurs de camions qui doivent se rendre au port n'ont pas non plus de pass sanitaire, notamment ceux qui viennent de l'étranger et qui ont été vaccinés avec le « Spoutnik » russe, qui n'est pas accepté par l'Italie. Il est certain que la tension s'est accumulée au cours de cette dernière période et que le gouvernement se trouve à la croisée des chemins : écraser les dockers de Trieste pour éviter le blocage du port qui est l'un des plus importants d'Italie, ou y sursoir en trouvant l'excuse habituelle d'une « situation exceptionnelle » ?

13/10/2021

Grève des dockers de Trieste et Monfalcone contre l'obligation du pass sanitaire pour les travailleurs

EPILOGUE: ÉCHEC DE LA GRÈVE

Le port de Trieste emploie 950 dockers, dont près de 40% ne sont pas vaccinés (environ 350) ; le port de Monfalcone emploie 300 dockers, dont 30-50% ne sont pas vaccinés. Depuis 2013, le port de Trieste-Monfalcone est devenu le premier port italien en termes de flux de marchandises (principalement des produits pétroliers), dépassant Gênes. En 2019, il a traité 61 997 000 tonnes de marchandises, contre 52 750 000 tonnes

pour Gênes. La lutte, partant du port de Trieste, pouvait se propager aux autres ports, Gênes, Ancône, Civitavecchia, etc. comme cela commença à être le cas. On comprend donc que, du gouvernement jusqu'à la dernière entreprise commerciale du port, l'alarme a été tirée : si le port est bloqué, les pertes seront considérables.

« La Coordination des travailleurs du port de Trieste » (CLPT), comme annoncé les jours précédents, a commencé la

(Suite en page 14)

Grève des dockers de Trieste et Monfalcone contre l'obligation du pass sanitaire pour les travailleurs

(Suite de la page 15)

grève à partir de 6 heures du matin, vendredi 15 octobre 2021. L'attitude de la CLPT a été ferme quant à la grève de ses adhérents, mais extrêmement pacifique, déclarant dès le début que quiconque voulait aller travailler pouvait le faire. Par conséquent, le groupe de dockers à l'entrée des portes 1 et 4 n'était pas vraiment un piquet de grève, mais un cortège pacifique.

Après avoir reçu le soutien de nombreuses personnes à l'extérieur du port, le 15 octobre, une masse de quelques milliers de personnes a bloqué l'entrée de la porte 4. Inutile de préciser que la grève appelée par la CLPT a été immédiatement déclarée «illégitime», ce qui signifie que les participants risquent d'être condamnés pour perturbation d'un service public et occupation de la voie publique. Mais l'agitation continue, malgré les pressions et les menaces de toutes parts. Selon la préfecture, l'autorité portuaire et les entreprises impliquées dans la manutention des marchandises, les jours décisifs devaient être les lundi 18 et mardi 19. Mais dès le samedi 16 octobre, l'affaire a commencé à prendre une toute autre tournure. Des conflits sont apparus au sein même de la CLPT, notamment contre la gestion imposée par son porte-parole (S. Puzzer), qui n'a manifestement pas su «piloter» la grève, en la maintenant clairement distincte du mouvement «solidaire», extrêmement hétérogène, qui a fini par étouffer l'initiative des travailleurs en la transformant en une manifestation génériquement anti-vaccins.

Lundi 18, le porte-parole de la CLPT déclarait la «victoire» simplement parce que les grévistes avaient obtenu – on ne sait pas exactement par l'intercession de quelle personne dans les institutions – une réunion le 30 octobre à Rome, au Sénat, pour «discuter» du passeport Covid et il annonça la fin d'une grève qui aurait dû aller «jusqu'au bout»...

QUELS DOMMAGES ONT ÉTÉ CAUSÉS PAR LA GRÈVE ?

Selon les autorités, il n'y a eu aucun dommage. Seulement quelques retards dans le chargement et le déchargement. Par conséquent, la grève a échoué dans tous les domaines, non seulement parce qu'elle n'a pas été aussi longue qu'initialement déclaré, non seulement parce que sa direction s'est désintégrée en deux jours, non seulement parce qu'elle a été isolée et sabotée de toutes les manières par les syndicats confédéraux,

mais surtout parce qu'elle n'a causé aucun dommage au trafic de marchandises. C'est exactement ce que tout le monde voulait, les autorités publiques et les entreprises privées, les politiciens et les syndicalistes collaborateurs, pour lesquels ils ont utilisé tous les moyens à leur disposition ; évidemment, après la décision de la gratuité des tests pour tous les dockers non vaccinés, les syndicats confédéraux ont appuyé sur l'accélérateur, affirmant qu'il n'y avait plus de raison de continuer à protester et que la grève devait cesser immédiatement parce qu'il fallait éviter tout dommage à l'activité économique du port... même si ce n'était qu'un ralentissement des opérations.

En réalité, en déclarant dès le départ que la grève n'arrêterait aucune activité dans le port, c'est la CLPT elle-même qui a plongé la lutte dans l'impuissance. Si la lutte des travailleurs ne cause aucun dommage à l'activité capitaliste, ce qui est le seul moyen d'être entendu et d'obtenir satisfaction ou du moins de représenter une force qui pourra être plus décisive par la suite, alors pourquoi faire grève ? Pourquoi lutter, si dès le début la grande revendication pour laquelle la grève a été déclarée – le retrait du pass sanitaire obligatoire pour aller au travail, et donc le retrait de la suspension des salaires, non seulement des dockers mais de tous les travailleurs – a été finalement mise de côté ?

Le président de l'autorité portuaire de Trieste, D'Agostino, pouvait se frotter les mains et affirmer que *«le port n'a jamais cessé de travailler, même si c'est à un rythme plus lent»*, les entrées *«n'ont pas été bloquées, ceux qui voulaient entrer pouvaient travailler»*, concluant que les dockers de Trieste avaient finalement *«compris qu'ils étaient tombés dans une situation absurde, plus grande qu'eux et sans issue»*. Oui, il décrivait la situation telle qu'elle était, alors que la CLPT se payait de mots en annonçant la «victoire» après avoir reçu le soutien interclassiste des anti-pass sanitaire.

De l'expérience de la lutte des dockers, et pas seulement à Trieste, il faut tirer des leçons qui s'appliquent à tous les prolétaires :

1) Il est nécessaire de s'organiser indépendamment, non seulement des appareils étatiques et institutionnels, mais aussi des appareils syndicaux et politiques collaborationnistes, avec des plateformes de lutte qui défendent exclusivement les intérêts prolétaires. Cela signifie aller vers des organisations économiques prolétaires qui ne font

pas de distinction entre autochtones et immigrés, entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, et qui incluent parmi leurs revendications celles qui sont unificatrices pour tous les salariés, telles que la réduction drastique de la journée de travail, l'augmentation des salaires des catégories les moins payées, le plein salaire pour les licenciés, les chômeurs et les sans-emploi.

2) Les moyens de lutte pour défendre les conditions de travail et l'existence du prolétariat doivent certes correspondre à la force prolétarienne réelle qui est mobilisée, mais ils doivent être au-dessus et contre les exigences de l'activité économique des entreprises ; la lutte contre l'insalubrité, l'augmentation du rythme de travail, l'augmentation du nombre de tâches à accomplir, les heures supplémentaires, la lutte pour les mesures de sécurité, doivent faire partie des revendications de base du prolétariat ; la lutte contre les briseurs de grève fait partie de la lutte de classe prolétarienne parce que les briseurs de grève sont une autre arme des capitalistes contre la lutte. Les assemblées ouvrières doivent redevenir le principal moyen de participation directe de tous les prolétaires à la défense de leurs intérêts, où sont décidés les objectifs et les moyens de la lutte. Le «droit de grève» est sans valeur s'il n'est pas soutenu par la force de la lutte, comme l'a montré la grève des dockers de Trieste ; les négociations et les «pourparlers» avec les patrons doivent être menés alors que la lutte est en cours. Et pour ne pas se noyer dans l'isolement, dans les exigences des patrons et dans le silence général, la lutte doit être portée hors du lieu de travail, vers les prolétaires des autres entreprises et dans les manifestations de rue.

3) La lutte des travailleurs doit être défendue non seulement contre l'action des organisations syndicales et politiques collaborationnistes qui ont pour tâche d'exacerber la concurrence entre les travailleurs, mais aussi contre toutes les manifestations de solidarité qui ont en réalité pour tâche de déprécier et de détourner la lutte prolétarienne pour l'orienter vers des buts politiques interclassistes et donc anti-ouvriers. La solidarité prolétarienne est une solidarité de classe si elle se base entièrement et exclusivement les revendications de défense du prolétariat ; c'est une fausse solidarité, dangereuse et paralysante qui doit à tout prix repoussée, si son but n'est pas de renforcer la lutte prolétarienne, mais d'utiliser le poids et la force des prolétaires pour appuyer les intérêts boutiquiers de tel ou tel mouvement populaire.

Espagne

Grève des métallos dans la baie de Cadix : Les patrons et la bourgeoisie exigent des sacrifices et la paix, les prolétaires répondent par la lutte

Pendant deux jours, les entreprises métallurgiques de la baie de Cadix, principalement situées à Cadix même, à Puerto Real, San Fernando et Campo de Gibraltar, se sont mis en grève générale du secteur, à l'appel des grands syndicats UGT, CC.OO. et CGT et d'autres syndicats minoritaires, qui ont manifesté leur soutien aux revendications formulées dans le cadre de la négociation de la convention collective régionale de la métallurgie.

Cette grève intervient après plusieurs semaines de mobilisations menées initialement par les travailleurs des entreprises sous-traitantes et qui ont finalement contraint les syndicats à appeler à une grève de masse. Bien que la plupart de la presse, à l'exception de certains journaux locaux de la région de la

bloquer la gare ferroviaire, le tout au milieu de violents affrontements avec la police, rappelant les dures grèves de l'époque de la reconversion navale.

A Puerto Real, les principales entreprises (Navantia, Dragados et Alestis) ont été à l'arrêt pendant les deux jours de grève, ce qui signifie que les zones industrielles de Río San Pedro et d'El Trocadero n'ont eu aucune activité. Certaines entreprises ont simplement opté pour le télétravail de leurs employés administratifs en partant du principe que tous les travailleurs se mettraient en grève et que les piquets de grève pourraient à nouveau bloquer complètement les zones industrielles. Il convient de noter que les travailleurs d'Airbus Puerto Real, une entreprise régie par sa propre convention collective, n'ont pas parti-

entrées des chantiers navals militaires avec des barricades enflammées, faisant de la grève des métaux dans la ville un arrêt total.

Après ces deux jours de grève, la situation reste pratiquement la même qu'il y a quelques semaines. Le ministère andalou de l'Emploi a appelé les syndicats CC.OO. et UGT à négocier avec les employeurs la signature définitive de la nouvelle convention collective. Du côté des syndicats, la principale revendication est que l'accord actuel prenne fin en 2021 et qu'en 2022 une augmentation salariale soit versée en fonction de l'inflation «par tranches négociables». Du côté des employeurs, on cherche à prolonger l'accord jusqu'en 2023 en appliquant des augmentations salariales de 0,5 % et 1,5 % au cours des deux prochaines années, en supprimant deux paiements supplémentaires et en prenant d'autres mesures organisationnelles.

De leur côté, les syndicats, UGT en tête, ont condamné la «violence» des travailleurs et ont appelé au calme. Les dirigeants syndicaux, de manière significative, ont insisté auprès de la presse sur le fait qu'ils sont avec les travailleurs ; mais c'est pour justifier le fait d'avoir laissé les prolétaires des industries sous-traitantes à leur sort au cours des derniers mois, comme le dénoncent des organisations comme la Coordinadora de trabajadoras del metal, un courant autonome qui a eu une certaine présence dans les mobilisations des dernières semaines, organisant un bon nombre de prolétaires mécontents des politiques traditionnelles de la CC.OO. et de l'UGT.

La lutte des métallos de la Baie de Cadix a une importance qui va au-delà de leurs revendications professionnelles concrètes. Avant que la pandémie et les mesures de restriction des déplacements, les fermetures d'entreprises, etc. ne commencent, la crise du secteur métallurgique était une réalité de plus en plus proche. Près de deux ans plus tard, la situation est restée essentiellement inchangée : le secteur de la métallurgie, en particulier les entreprises automobiles, se sont lancées dans un plan de restructuration de leurs usines dans le monde entier afin, avec le soutien de tous les États et gouvernements, de liquider

(Suite en page 18)



Baie pour qui la réalité était impossible à cacher, ait essayé de couvrir les nouvelles de ces mobilisations et de la grève des 16 et 17, en fin de compte, le niveau atteint par les piquets de grève, les manifestations et les affrontements avec la police, a rendu inévitable que même les principaux journaux nationaux durent mettre de côté leur politique de silence concernant toute mobilisation prolétarienne dans le pays et rapporter ce qui s'est passé.

Selon cette presse, le 17, dans la ville de Cadix, les travailleurs ont coupé le pont d'accès à la ville, bloqué les principales avenues proches des chantiers navals avec des barricades et réussi à

cipé à la grève : cette entreprise durement touchée par les plans de délocalisation et de fermeture des employeurs de la métallurgie, dont les travailleurs ont mené une longue lutte contre la fermeture de l'usine, a été isolée par les syndicats des mobilisations de l'ensemble du secteur. Un grand exemple du travail de désorganisation et de sabotage de l'unité de classe que réalisent toujours ces organisations dédiées à garantir la collaboration entre les classes.

À San Fernando, les travailleurs ont affronté la police pendant plusieurs heures, mettant même le feu à une voiture qui semblait appartenir à la brigade d'information. Ils ont également bloqué les

Grève des métallos dans la baie de Cadix

(Suite de la page 17)

leur capacité de production excédentaire, tant l'excédent de capital constant investi que l'excédent de main-d'œuvre salariée. Cela a conduit à une véritable offensive patronale visant à fermer toutes les installations considérées comme excédentaires et à abaisser les conditions de travail des prolétaires qui conservent leur emploi. C'est le cas d'Alcoa dans les Asturies, de Nissan dans la zone franche de Barcelone, de Tubacex au Pays basque et d'Airbus à Puerto Real. Dans toutes ces entreprises, les employeurs ont tenté de fermer, de licencier ou d'aggraver les conditions de travail des travailleurs. Et c'est aussi le cas des centaines d'entreprises qui, comme les grandes du secteur automobile, utilisent les mesures mises en place par le gouvernement PSOE-Podemos (« ERTE ») pour licencier temporairement la main-d'œuvre qui n'est pas nécessaire à un moment donné.

La lutte des métallurgistes de Cadix, San Fernando et Puerto Real, bien qu'elle soit basée sur des revendications de salaire minimum, a une signification bien plus grande : elle est une réponse aux mesures anti-prolétariennes que les patrons de la métallurgie ont l'intention d'imposer dans tout le pays. Elle prend la forme d'une confrontation locale et partielle, mais elle sert d'exemple à tous les secteurs qui, l'année prochaine, verront leurs entreprises tenter de prendre des mesures similaires.

En ripostant avec une telle force aux exigences des patrons, les travailleurs de Cadix donnent un exemple de lutte, surtout dans la mesure où, par leur détermination, ils sont parvenus à obliger même les syndicats comme les CC.OO. et l'UGT, saboteurs historiques de ce type de lutte, à se ranger de leur côté, au moins en apparence, pour ne pas être débordés.

Mais la lutte des prolétaires de la Baie ne donne pas seulement un exemple aux travailleurs du secteur de la métallurgie. Si les mesures anti-ouvrières que les patrons prennent dans ce secteur sont particulièrement dures, c'est parce que pour la bourgeoisie dans son ensemble, la métallurgie est un secteur clé : autour de ses industries vit une bonne partie du prolétariat des usines en Espagne et celui-ci entraîne avec lui les prolétaires de nombreux autres secteurs. Dans de nombreuses régions du pays, les métallurgistes sont un facteur déterminant dans les conditions d'existence du pro-

létariat local dans son ensemble. À Cadix, par exemple, la région d'Espagne où le taux de chômage est le plus élevé, une grande partie du revenu salarial dépend de ce secteur. En s'attaquant précisément à lui, la bourgeoisie entend frapper le prolétariat dans son ensemble. C'est pourquoi elle a propulsé, conjointement et en même temps, cette offensive. Elle cherche le meilleur moment pour le faire, juste à la fin de la pandémie mais avec les mesures de contrôle social que l'État a imposées encore en vigueur, et elle utilise toutes les forces disponibles (presse, organisations politiques, etc.) pour imposer les termes de la lutte.

Personne ne peut avoir le moindre doute sur le fait que les prochains mois apporteront une série de réformes législatives visant à aggraver considérablement les conditions de vie des prolétaires : la réforme du travail, qui feront des ERTE la norme dans tous les secteurs, la réforme des retraites, qui augmentera la durée des cotisations obligatoires, etc. sont déjà sur la table de la bourgeoisie espagnole, qui compte bien les imposer grâce à l'effort inestimable que le PSOE et Podemos déploient depuis le gouvernement pour empêcher la moindre réaction ouvrière. Parallèlement à ces réformes du cadre juridique qui régit l'existence du prolétariat, les entreprises imposeront sans aucun doute une série de réductions de salaires et une dégradation des conditions de travail très similaires à celles qui ont suivi la crise de 2008. Et c'est dans ce sens que les patrons de la métallurgie ouvrent la voie, en essayant de contrecarrer toute forme de résistance et d'affaiblir ainsi la classe prolétarienne dans son ensemble.

C'est pourquoi la réponse des métallurgistes de la baie a une importance qui dépasse le niveau local, comme la lutte victorieuse des travailleurs de Tubacex il y a quelques mois : Ces deux exemples montrent que, dans la mesure où les prolétaires vont au-delà de la résignation et de la confiance dans les

organisations du collaborationnisme politique et syndical, dans la mesure où ils tendent à dépasser les limites démocratiques que la bourgeoisie a fixées à l'avance pour la lutte des travailleurs et cherchent à se placer, même si c'est de manière très limitée, sur le terrain de la véritable lutte de classe, en luttant avec des moyens et des méthodes véritablement classistes, en rompant l'isolement local ou sectoriel de leur lutte, etc. ils peuvent gagner.

À Cadix ces jours-ci, comme à Tubacex il y a quelques semaines, les prolétaires répondent à l'offensive des patrons (qui dans le cas de l'entreprise basque sont allés jusqu'à leur proposer de les payer sans travailler en échange de l'arrêt de leur lutte : telle est la peur qu'ils ont de la classe prolétarienne quand elle se comporte ainsi !) et bien que leurs luttes semblent être deux gouttes d'eau dans un océan de paix sociale totale et absolue, les prochaines années mettront en évidence, pour pratiquement tous les prolétaires, la nécessité d'emprunter la même voie face à une très dure aggravation de leurs conditions de vie. Pour cela, ils doivent savoir rompre avec la politique traditionnelle de collaboration entre les classes, de servitude à la bourgeoisie, que les organisations opportunistes dans le domaine syndical (CC.OO. et UGT, par exemple) et politique (PSOE et UP, tous deux partis au gouvernement) veulent préserver à tout prix pour empêcher la force de la classe prolétarienne de déborder les marges de l'assujettissement qu'ils lui ont imposé.

Pour la reprise de la lutte de classe du prolétariat !

Pour la solidarité de classe entre tous les prolétaires !

Pour la renaissance d'organismes prolétariens de lutte, indépendants des pratiques du collaborationnisme interclassiste !

17/11/2021

Vents de guerre en Europe

Dans un numéro de mars dernier, l'hebdomadaire britannique *The Economist* a publié un article sur les perspectives du haut commandement de l'armée française dans le cadre d'une hypothétique guerre de « haute intensité » qui pourrait se développer sur le territoire européen et « avec un grand nombre de victimes civiles ». (1) L'article sert donc à évoquer indirectement la possibilité d'un conflit à grande échelle impliquant les principales puissances impérialistes d'Europe vers

2030. S'appuyant sur les conclusions du groupe de réflexion de l'armée française et sur les déclarations de son chef d'état-major, Thierry Burkhard, *The Economist* explique que l'hypothèse de travail des forces armées françaises (et donc de l'État français) est qu'une « confrontation majeure » avec la Russie, la Turquie ou les pays d'Afrique du Nord d'une virulence « jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale » va se développer. Dans cette optique, l'armée française, ainsi que les armées bri-

tannique, belge et américaine, effectueront en 2023 des exercices d'entraînement dans les Ardennes et en mer impliquant 10 000 soldats, entamant ainsi un plan de préparation des forces armées à d'éventuelles confrontations au cours de la prochaine décennie.

De son côté, sans arriver aux hauteurs de la vision française, c'est-à-dire sans donner à la planification militaire des années à venir une justification géopolitique d'une telle portée, l'état-major espagnol a fixé à 2035 (cinq ans seulement après la date française) l'échéance d'une réorganisation de l'armée. Nous disons que les perspectives espagnoles sont plus modestes car, bien qu'elles aillent dans le même sens que les perspectives françaises, elles ne leur donnent aucune justification au-delà de la nécessité d'améliorer la capacité opérationnelle des troupes au sol. En tout cas, la nécessité de cette amélioration et la réforme elle-même vont dans le même sens que les déclarations publiques de l'armée française. Dans le cas de l'Espagne, il s'agit du projet «Force 2035», un plan de recomposition des troupes terrestres visant à leur donner une capacité opérationnelle en milieu urbain, avec des populations civiles hostiles, etc. Cette approche est très voisine, sur le plan technique, de celle de l'armée française. En revanche, l'élaboration du plan se fera dans le cadre du «cycle militaire 2017-2024», c'est-à-dire à des dates similaires au démarrage du modèle français.

Au-delà des coïncidences dans les dates, qui peuvent être plus ou moins exactes, ce qui est certain, c'est que les approches de ces deux armées (qui seront sans doute communes à celles entretenues par d'autres pays, il suffit de voir la collaboration qu'ils demandent dans leurs documents respectifs aux alliés traditionnels) indiquent que la perspective d'une guerre au cœur de l'Europe peut être relativement proche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que les tensions politiques et militaires entre rivaux qui, jusqu'à présent, s'évacuaient par le biais de pays tiers, sur des territoires plus ou moins éloignés et toujours de manière indirecte, pourraient s'accroître au point de rendre inévitable une confrontation militaire directe sur le terrain immédiat, qui serait le bassin méditerranéen et l'Europe centrale et orientale. Et, de plus, que cela se ferait dans un laps de temps relativement court, dans la mesure où les militaires français ne donnent pas plus de 10 ans de délai pour la survenue d'un tel scénario.

De même qu'au cours des dix dernières années, nous avons vu réapparaître le spectre des crises économiques

dévastatrices, des guerres localisées dans la périphérie capitaliste, etc., selon les rédacteurs de *The Economist*, un présent peut-être plus immédiat qu'on ne le supposait jusqu'ici fera resurgir le spectre des grandes guerres du siècle dernier.

LA GUERRE ET LA PROPAGANDE BOURGEOISE

Le problème de la guerre n'a jamais vraiment disparu de la carte. Non pas parce que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres périphériques, par lesquelles les grandes puissances impérialistes s'affrontent en utilisant d'autres armées et pays comme intermédiaires, sont une constante, mais parce que la guerre joue un rôle crucial dans le discours que la classe bourgeoise répète constamment sur son monde. Ce n'est pas pour rien que cette classe est la première à se vanter, dans tous les pays développés, d'avoir pu éliminer le recours à la guerre comme moyen normal de résolution des conflits entre classes et nations. De l'école primaire au service militaire lui-même, là où il est toujours obligatoire, la bourgeoisie répète sans cesse que la paix est l'objectif principal de toute son activité politique et même militaire et que le maintien de la paix fait partie intégrante de son système politique.

Évidemment, rien n'est plus faux : la bourgeoisie est arrivée au pouvoir en renversant les classes dirigeantes féodales ou les puissances impérialistes qui dominaient les territoires colonisés et l'a fait au moyen de guerres révolutionnaires, qui ont toujours eu un double aspect national (guerres civiles contre le pouvoir des seigneurs et pour le maintien du pouvoir bourgeois une fois conquis, Ces guerres n'ont pas été sans effusion de sang, brèves ou humanitaires, comme l'a montré le long cycle des guerres d'indépendance nationale, de l'Inde à l'Algérie, en passant par le Vietnam et l'Angola, au cours du XXe siècle.

Que la bourgeoisie soit née comme classe dominante, qu'elle ait élevé son ordre et l'ait généralisé au moyen de la guerre, est un fait indéniable. Mais il est également indéniable que cet ordre est également maintenu par la guerre : la bourgeoisie n'a pas seulement lutté contre les classes dominantes de l'Ancien Régime, mais a eu dès sa naissance la nécessité d'affronter d'autres classes bourgeoises nationales pour imposer ses intérêts commerciaux, économiques et politiques partout où ceux-ci nécessitaient le soutien de la force armée. La bourgeoisie anglaise, victorieuse de sa révolution depuis le XVIIe siècle, a affronté sans hésitation les troupes de la

France napoléonienne, et a même soutenu ses ennemis féodaux contre cette dernière, une fois qu'elle les a reconnus comme alliés pour le maintien de son influence sur le continent européen. Auparavant, cette bourgeoisie anglaise, qui se vante aujourd'hui de porter dans son sang l'essence même de la démocratie, avait combattu la rébellion bourgeoise de ses colonies américaines dans une guerre terriblement sanglante qui a duré huit longues années. Et elle le fera, des décennies plus tard, avec une sauvagerie inhabituelle contre les rebelles irlandais... Et nous ne prenons ces exemples que pour montrer que le recours à la guerre est également valable lorsque l'affrontement se fait contre les classes bourgeoises émergentes. Car au-delà, le souvenir des guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe, des guerres d'indépendance des colonies africaines et asiatiques, etc. et, bien sûr, de la guerre que la coalition des puissances impérialistes a menée contre le prolétariat révolutionnaire qui s'est imposé comme classe dominante à Paris 1871 et à Petrograd 1917, montrent que les bourgeoisies de tous les pays ont passé beaucoup plus de temps à planifier, organiser et mener des guerres qu'à vivre en paix, que la guerre est consubstantielle à leur ordre social et que le recours à celle-ci flotte toujours dans l'air des relations entre classes et nations.

Il est vrai que toutes les guerres ne sont pas égales, mais nous ne disons pas cela dans le sens où le fait la bourgeoisie. Pour la bourgeoisie, une guerre ou une autre est juste et nécessaire selon qu'elle est juste et nécessaire pour elle ; c'est-à-dire si elle est menée pour la défense de ses propres intérêts nationaux, et elle trouve toujours un moyen de la justifier (guerre contre le terrorisme, pour la défense de la souveraineté nationale attaquée, etc.) Pour les marxistes, une guerre est nécessaire (juste est un mot que nous préférons laisser aux moralistes) quand elle défend les intérêts d'une classe qui représente les forces révolutionnaires de la société. C'est pourquoi les guerres de la bourgeoisie révolutionnaire, qui ont affronté le pouvoir féodal et l'ont finalement renversé sur une grande partie du globe, étaient nécessaires. Comme était et est nécessaire la guerre révolutionnaire du prolétariat, qui a exactement le même but d'éliminer la classe dominante. Et pour la même raison, les guerres que se livrent les différentes bourgeoisies pour le partage des marchés, les guerres impérialistes, ne sont ni nécessaires ni à accepter en aucune façon ; elles ne peuvent repré-

(Suite en page 20)

Vents de guerre en Europe

(Suite de la page 19)

senter un pas dans un sens révolutionnaire, elles sont un soutien de l'ordre bourgeois, un renforcement du pouvoir de classe de la bourgeoisie et un affaiblissement à tous égards de la classe prolétarienne.

Cependant, bien que l'histoire de la domination de classe de la bourgeoisie et son propre présent soient ponctués de brutaux affrontements armés, pour une grande partie de la classe prolétarienne européenne et américaine, l'idée de la paix, d'un monde où la guerre est relativement absente, est une monnaie courante. Cela n'est pas seulement dû (ou plutôt ce n'est dû que dans une infime partie) à la propagande de la classe bourgeoise avec le slogan de la paix: sa responsabilité, qui est une partie très importante de l'ordre bourgeois, revient aux forces politiques et syndicales du collaborationnisme interclassiste, aux partis sociaux-démocrates, staliniens et post staliniens, qui oeuvrent de toutes leurs forces à la diffusion du mythe du progrès pacifique et démocratique de l'humanité.

Traditionnellement, ces courants ont réussi à maintenir leur influence sur la classe prolétarienne là où la bourgeoisie ne le pouvait pas, précisément parce qu'ils prétendaient représenter les prolétaires dans leur lutte contre celle-ci. Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur l'explication du caractère politique et social de l'opportunisme et sur les raisons de son influence croissante parmi les prolétaires, chose qui a été traitée dans notre presse à de nombreuses reprises (2) ; il nous suffit de souligner qu'un point important de cet accroissement est précisément la défense qu'il a prétendu faire de la paix contre le bellicisme de la bourgeoisie. De même que la fonction fondamentale de l'opportunisme consiste à lier le prolétariat à la bourgeoisie en lui faisant assumer les intérêts généraux de cette dernière comme les siens propres, en identifiant le sort des deux classes par la défense de mystifications telles que l'État au-dessus des intérêts de classe, la démocratie ou le système parlementaire, une de ses fonctions particulières est de nier que la guerre, et en particulier les guerres impérialistes de rapine, par lesquelles les différentes bourgeoisies s'affrontent pour le contrôle des zones d'influence économique, des matières premières, etc., sont la responsabilité collective de la classe bourgeoise dans son ensemble et donc du système capitaliste en tant que tel.

La position du stalinisme face à la guerre impérialiste et le triomphe de la contre-révolution signifiait la diffusion parmi la classe prolétarienne de tous les pays d'une politique calquée sur celle qui avait été maintenue par la IIe Internationale. Les partis communistes nationaux ont été utilisés à la fois pour attacher le prolétariat au char de la bourgeoisie locale et pour défendre les intérêts impérialistes de l'État bourgeois russe naissant. Cette double fonction, qui s'est également développée sur le terrain de la propagande, a donné naissance au slogan qui s'est depuis lors répandu : les guerres impérialistes sont la responsabilité de quelques bourgeois, avides et cruels, qui rompent l'équilibre international et qui doivent être tenus pour seuls responsables. Il est clair que ces bourgeois avides et belliqueux étaient identifiés à l'ennemi du moment de la Russie. C'est ainsi que nous avons vu d'abord l'alliance entre la Russie et la France contre l'Italie et l'Allemagne, concrétisée en termes de politique intérieure dans les Fronts Populaires de 1935 ; puis à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov d'alliance avec l'Allemagne nazie, l'ennemi est devenu «l'Angleterre ploutocratique» ; et ce fut enfin l'alliance avec l'Angleterre, les États-Unis et la France de Charles de Gaulle, qui a duré pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Pendant ce temps, la classe prolétarienne était une fois de plus massacrée sur les champs de bataille. La défense de l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie contre le «nazi-fascisme» de l'Allemagne et de l'Italie condamnait les prolétaires à une défaite d'autant plus dure qu'elle venait de celui qui avait été le grand rempart de la lutte révolutionnaire et anti-bourgeoise.

La paix ultérieure, bâtie sur les millions de morts tombés en Europe, en Amérique, en Asie et en Afrique, a vu le triomphe de cette politique antimarxiste, qui s'est imposée depuis lors, en inoculant aux prolétaires une explication des guerres impérialistes comme des phénomènes déconnectés du monde capitaliste, comme des particularités dont seules quelques puissances, quelques multimillionnaires, avides dans leur soif de richesse et manquant de solidarité avec le reste des pays, sont responsables. Cette doctrine de la guerre s'est tellement enracinée que même si le vecteur de sa propagation, le mythe de la Russie socialiste, s'est effondré en 1991, le mythe de la «guerre juste» demeure. Il a été si utile à la classe bourgeoise qu'elle l'a enlevé à son porteur

traditionnel et l'a maintenu en vie pour continuer à l'utiliser comme justification dans le monde entier de ses politiques impérialistes.

La bourgeoisie se prépare à des guerres de haute intensité ; le prolétariat devra se préparer à y répondre par le recours à la lutte révolutionnaire généralisée !

(1) «The French armed forces are planning for high-intensity war», *The Economist*, 31/3/2021

(2) Voir les Fils du Temps regroupé dans la série «Le prolétariat et la guerre», *Programme Communiste* n° 79 et 80

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2021

Alain: 20,00 / Joël: 100,00 /
Lyon: 10,00 / Paris: 900,00

Total liste: 1030,00

Total général: 3862,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**